

## TABLE DES MATIERES

<b>Introduction</b> .....	p 1
<b>PARTIE I : QUELQUES THEORIES SUR LE DEVELOPPEMENT ET L'INVESTISSEMENT</b> .....	p 4
<b>Chapitre I : UN APERCU HISTORIQUE</b> .....	p 5
<b>Chapitre II : LES THEORIES DU DEVELOPPEMENT</b> .....	p 7
<b>Section I : La conception linéaire du développement</b> .....	p 7
I- Les étapes de la croissance de Rostow (Walt Whitman Rostow).....	p 7
II- La croissance économique moderne de Kuznets (Simon Kuznets).....	p 8
<b>Section II : Le sous-développement : un cercle vicieux (Ragnar Nurkse)</b> ..	p 9
<b>Chapitre III : LES INVESTISSEMENTS ETRANGERS</b> .....	p 10
<b>Section I : Définitions et caractéristiques des investissements étrangers</b>	
I- Les Investissements Directs Etrangers.....	p 11
II- L'investissement de portefeuille.....	p 11
<b>Section II : Les déterminants des Investissements Directs Etrangers</b> ....	p 12
I- La théorie du cycle des produits (Vernon).....	p 12
II- L'existence de ressources naturelles diversifiées.....	p 13
III- Divers.....	p 14

**Chapitre IV : DEVELOPPEMENT ET INVESTISSEMENT.....p 15**

**Section I : Discussion.....p 15**

I- Effets positifs.....p 18

II- Ou négatifs ?.....p 19

**Section II : Les investissements directs, à l'origine de la croissance.....p 20**

I- Investissement et croissance selon les libéraux  
(James Cobb et Paul Douglas ; Robert M. Sollow).....p 20

II- Investissement et croissance selon les keynésiens..... p 21

III- L'effet multiplicateur sur la croissance (R. Kahn).....p 22

IV- Les théoriciens contemporains  
(BRENSTEIN, GREGORIO et LEE ; CHEN, CHANG, et ZHANG) p23

**Section III : Incidence des Investissements Directs Etrangers**

sur le développement socio- économique d'une économie..... p 25

I- Incidence sur la balance des paiements  
(Reddaway *et al.*, Hufbauer et Adler)..... p 25

II- Incidence sur les exportations..... p 26

III- Incidence sur l'emploi..... p 28

**PARTIE II ; QUELQUES DONNEES CHIFFREES.....p 29**

**Chapitre I : LES FACTEURS INCITATIFS AUX INVESTISSEMENTS  
DIRECTS ETRANGERS .....p 31**

**Section I : Le contexte national.....p 31**

I- Les mesures entreprises.....p 32

II- Les opportunités d'investissement.....p 34

**Chapitre II : CONTRIBUTION DES INVESTISSEMENTS DIRECTS  
ETRANGERS AU DEVELOPPEMENT SOCIO ECONOMIQUE DU PAYS...**  
..... p 35

**Section I : L'évolution des flux des Investissements Directs Etrangers....p 35**

**Section II : Quelques données chiffrées.....p 36**

I- La conjoncture malgache en amélioration.....p 37

1- Evolution du Produit Intérieur Brut .....p 37

2- Evolution de l'Indice de Développement Humain.....p 38

II- Impacts sur les divers secteurs.....p 39

1- Le secteur primaire.....p 39

2- Le secteur secondaire via les Zones Franches.....p 39

3- Le secteur tertiaire.....p 44

III- Impacts sur la Balance des Paiements.....p 45

1- La Balance Commerciale.....p 45

2- Les exportations.....p 46

3- Les importations.....p 46

IV- Impacts sur l'emploi.....p 47

**PARTIE III : ANALYSE, PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS...p 50**

**Chapitre I : ANALYSE.....p 51**

**Section I : Les secteurs porteurs de croissance depuis 1997.....p 53**

**Section II : Les politiques adoptées par le gouvernement.....p 56**

**Section III : Les déterminants de la croissance à Madagascar.....p 57**

**Chapitre II : PERSPECTIVES.....p 58**

**Section I : L'intégration multilatérale et régionale de Madagascar.....p 58**

**Section II : Incitations à l'investissement.....p 59**

<b>Chapitre III : RECOMMANDATIONS</b> .....	p 62
<b>Section I : Mesures à prendre</b> .....	p 62
<b>Section II : 11 recommandations</b> .....	p 64
<b>Conclusion</b> .....	p 66
<b>Liste des abréviations</b> .....	p 68
<b>Liste des tableaux et graphiques</b> .....	p 69
<b>Références</b> .....	p 70
<b>Annexes (avec liste)</b> .....	p 73

## INTRODUCTION

Conscient de la misère actuelle qui sévit dans la Nation, le Gouvernement lance le défi de réduire la pauvreté de moitié en dix ans. Un défi ambitieux qui requiert des objectifs de croissance stipulés dans le Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté prévoyant des taux d'investissement de 20%, au niveau global et de l'ordre de 12% à 14% pour le secteur privé<sup>1</sup>.

Dans ce cadre, le gouvernement s'est clairement prononcé en faveur d'un système d'économie de marché qui implique la mise en place d'un environnement socioéconomique favorable au développement du secteur privé, la recherche de l'investissement étranger, un désengagement de l'Etat du secteur productif et une lutte plus efficace contre la pauvreté<sup>2</sup>.

Madagascar dispose d'un important potentiel de croissance à travers l'existence d'avantages comparatifs dans bon nombre de secteurs économiques.

Doté d'un positionnement géoéconomique favorable au sein de la zone océan indien, offrant d'importants pôles de développement, le territoire dispose de multiples ressources naturelles, inexploitées (mines, agriculture, pêche...) et d'un potentiel touristique unique. La main d'œuvre malgache dispose d'une qualité et d'un niveau d'alphabétisation comparativement élevé et l'utilisation du français comme langue officielle et la connaissance progressive de la langue anglaise, facilite l'intégration d'investisseurs de langue occidentale<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Comité de Pilotage de l'Etude « Promotion des Investissements Publics et Privés »(MICDSP).Termes de référence : Etude sur la Promotion de l'Investissement à Madagascar.

<sup>2</sup> Patrick RAJOELINA. « Madagascar, Refondation et développement. Quels enjeux pour les années 2000. »p 38

<sup>3</sup> PNSP2.Termes de références pour des services de Consultant : Elaboration d'une stratégie de promotion des Investissements

Pendant une vingtaine d'années, Madagascar a vécu sous un régime marxiste-léniniste et il était impossible pour le secteur privé de vivre et de relever la tête. Il a fallu absolument casser ce système et libérer l'énergie du secteur privé, une énergie extrêmement importante qui a permis au pays de décoller<sup>1</sup>.

Jusqu'à une certaine époque, la fuite des capitaux caractérisait l'économie malgache et le taux d'investissement à Madagascar ne représentait que 12% du PIB. Ce qui était vraiment très faible. Il fallait doubler ce taux, ce qui n'était possible qu'avec la participation des investisseurs étrangers attirés par le vent des réformes, par le vent de la libéralisation des échanges.

On a entamé les privatisations, et puis on s'est ouvert sur l'extérieur, on a libéralisé les échanges, on a abaissé les droits de douane, on a réduit les contrôles, on a éliminé les quotas d'importation et on a encouragé les exportations. Tout ceci pour permettre de respecter les exigences de la population en matière de croissance et de développement.

Lorsqu'on a abordé cette phase de transformation, ce changement d'orientation d'une économie dirigée vers une économie de marché, beaucoup de gens, séduits sont venus à Madagascar, notamment les investisseurs étrangers qui sont des partenaires indispensables pour l'économie malgache. L'on a alors constaté une reprise des investissements grâce à cette libéralisation économique et au retour de la confiance.

Peut-on pourtant réellement croire que ces Investissements Directs Etrangers ont beaucoup apporté à l'économie malgache, à son développement socio-économique pour que de telles mesures (pour la promotion des investissements) soient vivement préconisées ?

---

<sup>1</sup> Jaona RAVALOSON, « Des mentalités et des pratiques contraires à la logique d'une économie moderne et en développement », in Patrick RAJOELINA « Madagascar, Refondation et développement. Quels enjeux pour les années 2000 », p 67

De là a lieu ce présent mémoire étudiant le thème : « Contribution des Investissements Directs Etrangers au Développement Economique et Sociale de Madagascar pour la Période 2002 – 2004. »

L'objectif de cet ouvrage est de présenter d'une façon simple et accessible l'importance de l'Investissement Directs Etranger pour une économie, particulièrement, pour le cas étudié, l'économie malgache.

Ce livre se compose en trois parties. La première s'attache à exposer les différentes théories du développement et celles de l'investissement afin d'identifier les théories mettant en avant les investissements direct étrangers, étant considérés comme source de croissance. La deuxième partie expose la conjoncture économique avec des chiffres à l'appui depuis 2000 jusqu'en 2004 et enfin, la troisième partie, présente une analyse, des perspectives et des recommandations pour les activités futures.

**PARTIE I :**  
**QUELQUES THEORIES DU DEVELOPPEMENT**

## **Chapitre I : UN APERCU HISTORIQUE**

L'Investissement Direct Etranger connaît un essor spectaculaire depuis quelques années par suite de l'intégration croissante de l'économie nationale, des pressions exercées par la concurrence internationale, du processus de libre échange et de l'ouverture de nouveaux domaines d'investissement<sup>1</sup>.

L'investissement international est apparu avec la généralisation des pratiques bancaires et la lente formation des Etats modernes dès la fin du Moyen Âge<sup>2</sup>.

Le véritable essor des investissements internationaux remonte au début du XIXème siècle. Ces investissements sont uniquement européens et, surtout, ils proviennent d'un seul pays : la Grande Bretagne qui a eu, jusqu'en 1914, la position dominante. En cette période, les investissements de portefeuille dominaient largement dans les mouvements internationaux des investissements.

Depuis le milieu du XIXè siècle, ces investissements de portefeuille diminuent continuellement au profit des investissements directs. Les premières firmes multinationales sont constituées vers la fin de ce siècle même.

De 1914 à 1939, la hiérarchie des investisseurs étrangers a été renversée. Ce sont les Etats-Unis qui deviennent les premiers exportateurs de capitaux.

La période récente a été témoin de déplacements significatifs du profil de l'investissement mondial. Les Etats-Unis, qui ont été pendant longtemps la principale source d'investissement direct étranger, sont aussi

---

<sup>1</sup> VALERY, « la Mondialisation en question ». Le courrier ACP-UE N°164 du 07/08/97

<sup>2</sup> Fano ANDRIAMAHEFAZAFY «Investissements étrangers et firmes multinationales » in Support de cours N°04 en Economie internationale 2001-2002.

devenus le principal pays d'accueil de cet investissement. En 1996, ce pays intervenait pour le quart du stock d'investissement direct réalisé à l'étranger, tandis que plus d'un cinquième du stock mondial de l'investissement direct réalisé à l'étranger était concentré dans ce pays.

Une autre tendance significative a été le rôle croissant de l'investissement étranger en Chine, dans les économies plus dynamiques de l'Asie du Sud-est (Hong-Kong, Singapour, Corée du Sud, Taipei) ainsi qu'en Malaisie, Indonésie et en Thaïlande, qui en sont devenus des destinations de plus en plus importantes.

### Un environnement international changeant

Au cours des années 70, les Investissements Directs Etrangers se concentraient essentiellement dans les pays développés et en ces temps-là, ceux à destination des pays en développement se limitaient dans l'exploitation des produits primaires (de la branche extractive)<sup>1</sup>.

Depuis les années 80, on enregistre un accroissement de ces flux vers ce dernier groupe de pays car 18% des investissements étrangers ont pour destination les Pays en Voie de Développement. Ce mouvement s'est accompagné d'un déplacement progressif de la destination des capitaux du secteur primaire de ces pays vers le secteur manufacturier.

En Afrique, en particulier, non seulement les flux (volume et structure) des investissements directs qui vont vers ce continent sont faibles mais ils sont restés principalement concentrés dans le secteur primaire, à l'inverse des pays d'Asie et d'Amérique Latine.

Aujourd'hui encore, ces investissements directs proviennent en majeure partie (95%) des pays industrialisés.

---

<sup>1</sup> Mireille RAKOTOMALALA « Les déterminants des investissements directs étrangers à Madagascar » in « Economie de Madagascar. Revue N°1 » p187. Banque Mondiale. Décembre 1996.

## Chapitre II : LES THEORIES DU DEVELOPPEMENT

Ce chapitre expose trois grandes théories du développement prônées par trois grands théoriciens, à savoir :

- W. W. Rostow qui avance que le développement requiert une évolution linéaire englobant les mêmes étapes;
- S. Kuznets qui soutient l'existence de six grandes caractéristiques du développement, et enfin
- R. Nurkse qui attribue à l'insuffisance d'épargne et donc d'investissement la cause du sous-développement.

### Section I : La conception linéaire du développement

#### I- Les étapes de la croissance de Rostow

Les économistes libéraux considèrent que le sous-développement n'est qu'un retard au développement. **Walt Whitman Rostow** (1916) a avancé, dans son ouvrage « Les étapes de la croissance, un manifeste non communiste (1960) » que ce développement est comme une évolution linéaire, qui doit forcément passer par les mêmes étapes<sup>1</sup>, à savoir :

- 1- dans la *société traditionnelle*, la productivité du travail est faible car les techniques sont rudimentaires. L'économie est essentiellement agricole et les mentalités ne sont pas favorables au développement car un fatalisme<sup>2</sup> à long terme règne ;
- 2- durant *les préalables au développement*, les conquêtes de la science moderne entraînent de grands progrès économiques qui vont favoriser les premiers développements de l'agriculture et de l'industrie. Les marchés mondiaux s'ouvrent et, surtout, les mentalités se transforment,

---

<sup>1</sup> Marc Montoussé « Théories économiques » p149. Bréal 1999.

<sup>2</sup> Les individus sont persuadés que leurs enfants et leurs petits-enfants auront approximativement des conditions d'existence identiques.

le fatalisme recule, l'investissement augmente, un Etat centralisé et efficace prend place ;

- 3- durant *la phase du démarrage ou take-off*, en l'espace d'une ou de deux décennies, la structure fondamentale de l'économie et la structure sociale et politique de la société se transforment, permettant un taux de croissance constant. L'investissement et l'épargne doublent, des industries nouvelles (textile, métallurgie) se développent rapidement et amènent un accroissement considérable des revenus ;
- 4- Le progrès technique et la modernisation se diffusent à l'ensemble de l'économie durant la période de *la marche vers la maturité*. Les industries plafonnent, mais de nouvelles industries comme la chimie ou l'industrie électrique se développent ;
- 5- *L'ère de la consommation de masse* représente la dernière étape ; les principaux secteurs de l'économie deviennent la production de biens de consommation et de services. La population s'urbanise et la main d'œuvre est de plus en plus qualifiée.

Les pays du tiers-monde se trouveraient donc à des étapes antérieures de développement ; le sous-développement n'en est qu'un retard. Tous les pays atteindront l'étape ultime de la consommation de masse ; mais pour hâter cette échéance, il est nécessaire que les différentes nations mettent en place les principes de libéralisme et acceptent de s'ouvrir sur l'extérieur.

## II- La croissance économique moderne de Kuznets

**Simon Kuznets** (1901-1985) n'est pas en accord avec Rostow sur le fait que la croissance passe par différentes étapes<sup>1</sup>. Il présente les six grandes caractéristiques de la croissance économique moderne comme suit :

- taux élevé de la croissance du produit par tête et de la population ;

---

<sup>1</sup> Marc Montoussé « Théories économiques » p153. Bréal 1999.

- taux élevé de la productivité ;
- rythme rapide des transformations structurelles de l'économie (industrialisation puis tertiarisation, concentration des entreprises...) ;
- mutations rapides des structures sociales et de l'idéologie (laïcisation, urbanisation...);
- expansion de l'influence des pays développés dans le reste du monde ; ils modèlent ainsi un monde unique ;
- mais, malgré la caractéristique précédente, la diffusion de la croissance économique moderne est limitée ; les trois quarts de la population mondiale en sont exclus.

## Section II : Le sous-développement : un cercle vicieux<sup>1</sup>

Dans « Problems of Capital Formation in Underdeveloped Countries » (1953), **Ragnar Nurkse** explique que la pauvreté et le sous-développement sont des phénomènes auto-entretenus. Pour lui « un pays est pauvre parce qu'il est pauvre ».

En raison de la pauvreté et d'un revenu national insuffisant, les pays en développement ne dégagent pas l'épargne nécessaire pour financer l'investissement productif qui pourrait générer le développement. Le manque d'investissement ainsi que la malnutrition limitent la productivité du travail.

L'insuffisance de l'épargne nationale pourrait être comblée par des capitaux étrangers, mais cela risque de générer un autre cercle vicieux : celui du surendettement.

Comme Rostow, Nurkse considère que le développement agricole est un préalable nécessaire à une croissance industrielle harmonieuse. Mais de nombreux Pays En Voie de Développement ont tendance à orienter leur économie vers une branche unique leur fournissant des recettes d'exportation. Que cette branche soit agricole, minière ou industrielle, les investissements sont faibles. La volonté de profiter des avantages

---

<sup>1</sup> Marc Montoussé « Théories économiques » p155. Bréal 1999.

comparatifs pour exporter peut donc, selon Nurkse, constituer un réel obstacle au développement.

En fait, il faut admettre que l'analyse en dynamique du développement d'un pays est souvent sujet à d'énormes difficultés dans la mesure où la quantification de certains facteurs qui interviennent dans les faits explicatifs s'avère difficile du moins dans leurs effets indirects<sup>1</sup>.

### **Chapitre III : LES INVESTISSEMENTS ETRANGERS**

Dans ce troisième chapitre, il s'agira principalement d'exposer les théories relatives aux Investissements Directs Etrangers et au développement, dans quelles mesures l'investissement peut amener la croissance ou le développement d'une économie.

Toutefois, avant cela, il faudrait être en connaissance de cause, notamment concernant la signification et les caractéristiques de l'Investissement Direct Etranger.

#### **Section I : Définitions et caractéristiques des investissements étrangers**

Les **investissements internationaux** sont définis comme l'emploi de ressources financières qu'un pays fait à l'étranger. Ils peuvent revêtir de multiples formes selon l'investisseur, ses objectifs et le degré de risque qu'il est prêt à assumer. On peut énumérer, entre autres, l'Investissement Direct ou l'Investissement de portefeuille<sup>2</sup>.

En terme simple, l'Investissement Direct Etranger, c'est l'investissement réalisé à l'étranger par des sociétés transnationales ou multinationales en vue d'acquérir des actifs et de gérer des activités de production sur place<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> PNUD « Les déterminants de la croissance à long terme à Madagascar » (Version provisoire). Juin 2002

<sup>2</sup> Fano ANDRIAMAHEFAZAFY « Investissements étrangers et firmes multinationales » in Support de cours N°04 en Economie internationale 2001-2002.

<sup>3</sup> VALERY « La mondialisation en question ». Le courrier ACP-UE N°164 du 07/08/97

## I- Les Investissements Directs Etrangers

Les Investissements Directs Etrangers, par opposition au Prêt et à l'investissement de placement, implique le dessein de contrôler une entreprise localisée en dehors du pays d'origine.

Selon le Manuel de la Balance des Paiements du Fonds Monétaire International<sup>1</sup>, l'Investissement Direct Etranger est effectué dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise exerçant ses activités sur le territoire d'une économie autre que celle de l'investisseur, le but de ce dernier étant d'avoir un pouvoir effectif dans la gestion de l'entreprise.

Selon l'OCDE<sup>2</sup>, l'Investissement Direct Etranger est effectué en vue d'établir des liens économiques durables avec des entreprises, notamment les investissements qui donnent la possibilité d'exercer une influence sur ladite entreprise au moyen :

- de la création d'une entreprise ou d'une succursale ;
- de l'acquisition intégrale d'une entreprise existante ;
- d'une participation majoritaire à une entreprise nouvelle ou existante ;
- d'un prêt à long terme (cinq ans et plus).

## II- Les investissements de portefeuille

**L'investissement de portefeuille** correspond à l'achat de titre privé ou d'Etat sans intention d'exercer un contrôle. Il est considéré comme un placement international mais ne donne pas de pouvoir de décision ni de possibilité de contrôle pour l'investisseur dans l'entreprise dans laquelle il a investi. Il s'agit donc des investissements effectués à seule fin de bénéficier des dividendes.

---

<sup>1</sup> Fano ANDRIAMAHEFAZAFY «Investissements étrangers et firmes multinationales » in Support de cours N°04 en Economie internationale 2001-2002.

<sup>2</sup> Idem



Les instruments utilisés pour les investissements de portefeuille peuvent être classés en deux catégories :

- les prises de participation au capital, tels que les achats directs d'actions dans les entreprises ;
- les titres de créance dont les plus importants sont les obligations étrangères, les bons de trésors étrangers et autres instruments du marché étranger.

On peut citer quatre principaux investisseurs de portefeuille :

- les caisses de retraite ou les sociétés d'assurance ;
- les sociétés d'investissement ;
- les banques et les maisons de courtage ;
- les particuliers.

Dans la détermination de la différence entre l'investissement direct et l'investissement de portefeuille, la notion de prise de participation est essentielle. L'investissement direct n'est pas seulement un apport en capital mais aussi un apport en capacité de gestion et un transfert de technologie. Mais cette différence est aussi conventionnelle : au-dessous d'un certain pourcentage, une prise de participation devient un investissement direct.

## Section II : Les déterminants des Investissements Directs Etrangers

Les flux d'investissements directs vers les pays en développement dépendent de manière générale de la conjoncture internationale. Nous nous attacherons à expliciter, dans cette section, les motifs des choix de délocalisation contenus dans les stratégies des multinationales.

### I- La théorie du cycle des produits :

Cette théorie est la plus répandue aujourd'hui sur les déterminants des investissements directs<sup>1</sup>. Elle est proposée par **VERNON (1966 et 1979)**

---

<sup>1</sup> Mireille RAKOTOMALALA « Les déterminants des investissements directs étrangers à Madagascar » in « Economie de Madagascar. Revue N°1 » p194. BM. Déc 1996

et repose sur **le cycle de vie des produits**. Selon lui, les innovations sont à l'origine de ce dernier et il avance l'existence de trois phases.

Ces innovations se produisent dans des pays à stock de capital physique et humain élevé. Le coût élevé de l'innovation est amorti car ces biens nouveaux peuvent s'écouler sur un grand marché solvable<sup>1</sup>. Dans sa *phase de lancement*, donc, le produit n'est pas standardisé et il est acheté par des consommateurs à haut revenu dans un pays développé.

Dans sa *phase de maturité*, le produit est fabriqué sur une vaste échelle, ce qui entraîne une réduction de son coût unitaire. Une fois le marché domestique maîtrisé, les produits sont alors exportés vers d'autres pays développés avant d'être fabriqués sur place par des filiales. Cette étape permet de contourner les barrières douanières et de mieux concurrencer les producteurs locaux potentiels.

Au fur et à mesure que l'innovation est connue, la concurrence se durcit et le coût des facteurs de production redevient prédominant. C'est dans la troisième phase du cycle que la délocalisation vers les pays en développement peut s'opérer si l'élasticité-prix de la demande est forte, et si le processus de fabrication du produit est intensif en main-d'œuvre. En effet, le faible coût du travail dans ces pays engendre une réduction du prix du produit. La production est alors transférée vers des pays à bas salaires.

## II- L'existence de ressources naturelles diversifiées

En fait, si la thèse du cycle du produit explique dans ses grandes lignes les stratégies des investisseurs dans les pays étrangers, pour le cas de l'Afrique subsaharienne, au cours des années 70, et même encore aujourd'hui, *l'exploitation des ressources naturelles locales* a constitué le principal motif<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Fano ANDRIAMAHEFAAFY « Les théories en Economie internationale ». Support de cours N°03. 2001-2002.

<sup>2</sup> Mireille RAKOTOMALALA « Les déterminants des investissements directs étrangers à Madagascar » in « Economie de Madagascar. Revue N°1 » p194. BM. Décembre 1996.

### III- Divers

*La recherche de nouveaux débouchés et la pénétration des marchés locaux protégés, ou la délocalisation* pour minimiser les coûts ne jouent que très faiblement. La taille des marchés africains est en effet relativement limitée, compte tenu de sa faible densité ou de la faiblesse du pouvoir d'achat de la population. Les éventuels avantages liés aux coûts ne suffisent pas face aux facteurs négatifs résultant du niveau limité de développement des pays.

Bref, on peut résumer en neuf niveaux les principaux motifs du choix du pays d'accueil. Citons :

- la performance du pays,
- le niveau d'industrialisation,
- l'ouverture du pays,
- l'existence de ressources naturelles exploitables,
- la taille du pays qui peut révéler un marché national important,
- la situation géographique qui peut permettre l'accès à un marché régional,
- la faiblesse des coûts, notamment de la main-d'œuvre,
- la qualification de la main-d'œuvre,
- le niveau de développement des infrastructures.

En outre, d'autres paramètres devraient être pris en compte telles que l'importance des mesures d'incitations fiscales, l'efficacité de l'administration, la clarté, la facilité des démarches à suivre pour investir dans le pays, ainsi que la stabilité politique.

D'après une analyse du cas de l'économie malgache, il en ressort que la compétitivité découlant de la faiblesse du coût de sa main-d'œuvre, et l'existence d'un secteur exportateur prometteur constituent ses principaux atouts<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Mireille RAKOTOMALALA « Les déterminants des investissements directs étrangers à Madagascar » in « Economie de Madagascar. Revue N°1 » p196. BM. Décembre 1996

Ainsi, on peut énumérer trois facteurs essentiels qui déterminent les Investissements Directs Etrangers :

- l'importance de la taille de la population du pays : une variable qui peut révéler, d'une part, l'existence d'un bassin d'emploi, donc une main d'œuvre abondante et, d'autre part, constituer un marché potentiel, accessible, grâce à une forte concentration de population ;
- le dynamisme du secteur exportateur, puisque l'ouverture du pays, la croissance de ses exportations et la croissance des prix des produits manufacturés exportés favorisent les Investissements Directs Etrangers. Un pays ne peut donc compter uniquement sur les flux de capitaux extérieurs pour développer ses exportations puisque la performance de ce secteur constitue déjà une condition préalable à l'arrivée des investisseurs étrangers ;
- et enfin, le niveau de compétitivité du pays, à travers le coût de sa main-d'œuvre corrélé avec le niveau de vie de la population.

## **Chapitre IV : DEVELOPPEMENT ET INVESTISSEMENT**

### Section I : Discussion

La relation entre investissements directs étrangers et développement reste ambiguë dans une économie mondialisée où le concept de frontière recule au profit de vastes zones de libre échange<sup>1</sup>.

Pour favoriser leur développement, les Pays en Voie de Développement mettent en place des politiques d'attractivité qui ont pour but d'attirer les capitaux étrangers.

---

<sup>1</sup> Malika Hattab-Christmann « Attractivité des territoires et développement versus attractivité et recompositions territoriales. Le rôle des accords bilatéraux sur l'investissement » p 2 in [www.google.fr](http://www.google.fr). Septembre 2004.

*L'économie du développement* qui émerge comme discipline autonome dès le lendemain de la seconde guerre mondiale trouve sa justification dans la spécificité des économies des pays sous-développés qui constituent dès lors son objet d'étude. En effet, le sous-développement n'est pas vu comme un retard de croissance mais comme le produit de conditions historiques et culturelles particulières. Dès lors, l'ambition de cette jeune discipline est de construire une analyse du développement conçu comme un processus de passage d'un état sous-développé à un état développé.

Cette transformation prend en compte à la fois des aspects structurels, qualitatifs et dynamiques et passe nécessairement par l'industrialisation.

Ainsi, par essence, l'économie du développement est hétérodoxe par son rejet du "monoéconomisme" néoclassique<sup>1</sup> et de sa vision linéaire du développement véhiculée notamment par le schéma rostowien des étapes de la croissance. Cependant, elle est aussi plurielle car si certains théoriciens du développement considèrent les pays sous-développés comme un ensemble d'entités comparables présentant des caractéristiques communes, un modèle-type, d'autres comme *Gershenkron*<sup>2</sup> vont affirmer la pluralité des modèles et des trajectoires.

En effet, plusieurs chemins sont possibles pour accéder au développement et chaque pays, en fonction de son histoire, de ses conditions et de ses objectifs déterminera les politiques, l'idéologie, les priorités des politiques industrielles autonomes et spécifiques.

De ce fait, dans un contexte où l'Etat joue un rôle important dans la définition des orientations stratégiques de l'économie nationale, s'est posée très tôt la question de savoir dans quelle mesure les pays sous-développés ont intérêt à encourager l'installation de firmes multinationales sur leurs

---

<sup>1</sup> Malika Hattab-Christmann « Attractivité des territoires et développement versus attractivité et recompositions territoriales. Le rôle des accords bilatéraux sur l'investissement » p 2 in [www.google.fr](http://www.google.fr). Septembre 2004.

<sup>2</sup> Idem

<sup>23</sup> Idem. p3

territoires sachant que les intérêts de celles-ci pouvaient être antagonistes avec les objectifs de développement.

Ces craintes se sont renforcées par les effets de polarisation qui fragilisaient l'hypothèse de la réciprocité des avantages. Ainsi que le montrait déjà *Gunnar Myrdal*<sup>3</sup>, comme la fuite de capitaux, la fuite de personnel qualifié et de ressources rares, la disparition de l'artisanat et des activités traditionnelles sont un facteur d'appauvrissement d'un territoire.

Historiquement, c'est par le canal financier que s'est fragilisée la souveraineté des jeunes Nations en développement. En effet, les premiers modèles de croissance qui furent adaptés aux pays en développement, prenant en compte l'insuffisance d'épargne intérieure, intégraient l'aide financière en provenance de l'étranger.

Ces modèles qui posent comme préalables à l'investissement une épargne forte vont justifier l'augmentation des recours à l'endettement extérieur et légitimer les stratégies de développement coûteuses. De ce fait, la hausse des taux survenue dès la fin des années 70 va mettre fin à cette indépendance en soumettant les pays en voie de développement les plus endettés aux programmes d'ajustement structurel dont l'effet fut de mettre fin à tous les programmes de développement.

Les politiques de libéralisation des années 80 vont remettre totalement en question le concept même de développement conçu comme un ensemble de politiques destinées dans un espace institutionnel, économique, juridique et politique donné à impulser une dynamique de transformations qualitatives et quantitatives basées sur l'industrialisation.

## I- Effets positifs....

Les théories libérales qui reviennent en force dans les années 80, renforcées par la théorie de la croissance endogène (**Romer** 1990, **Grossman** et **Helpman** 1991), mettent en avant les effets positifs des Investissements Directs Etrangers sur la croissance et le développement.

Une littérature foisonnante - sur le rôle, les déterminants, les choix de localisation, sur les impacts sur la croissance et le développement etc. met essentiellement en avant les externalités positives associés à ces flux (transfert de technologie, emploi, stimulation des industries locales à travers des effets d'entraînement etc.) et conclut à la nécessité de mettre en oeuvre les réformes adéquates pour construire des politiques d'attractivité.

Pour **Krugman**<sup>1</sup>, les Investissements Directs Etrangers sont le vecteur par lequel on peut parvenir à une égalisation des revenus entre les pays du sud et les pays du Nord

Pour un grand nombre de pays qu'ils soient développés ou en voie de développement, cette croyance que les Investissements Directs Etrangers contribuent à la croissance et au développement, non seulement parce qu'ils mettent des capitaux à la disposition de l'économie, mais encore parce qu'ils facilitent l'accès à de nouvelles technologies, va faire des politiques d'attractivité la principale substance des politiques économiques.

Les pays délaissent progressivement leurs politiques industrielles pour se concentrer sur la mise en place d'un environnement attractif pour les firmes internationales dans un contexte de libéralisation et de déréglementation. Beaucoup de travaux seront essentiellement consacrés à mettre en évidence empiriquement cette relation et à formuler des recommandations sur les meilleures politiques pour attirer les Investissements Directs Etrangers.

---

<sup>1</sup> Malika Hattab-Christmann « Attractivité des territoires et développement versus attractivité et recompositions territoriales. Le rôle des accords bilatéraux sur l'investissement » p 4. in [www.google.fr](http://www.google.fr). Septembre 2004.

Ainsi, étudier les impacts des Investissements Directs Etrangers sur les économies d'accueil c'est reconnaître implicitement que les économies nationales sont étanches, et que ces investissements une fois entrés sur un territoire auront nécessairement des externalités positives.

## II- ... ou négatifs ?

Cependant, dans la réalité, Investissements Directs Etrangers et développement peuvent sembler inconciliables dans la mesure où chacun de ces concepts renvoie à des stratégies d'acteurs hétérogènes dont les intérêts ne sont pas nécessairement convergents.

Si les Etats espèrent augmenter les sources de création de richesses et améliorer leurs performances productives pour augmenter l'emploi et assurer une meilleure redistribution, les firmes ont pour objectif essentiel de dominer les marchés et préserver les rentes liées à leurs avantages technologiques sur un marché global.

Sur le plan empirique, de nombreux travaux vont aboutir au résultat paradoxal que, contrairement à ce qui était généralement admis, les Investissements Directs Etrangers ne s'accompagnent pas nécessairement de croissance et de développement. D'une part, parce que les économies d'accueil doivent avoir atteint une certaine proximité institutionnelle et organisationnelle avec les économies de marché qui détermine leur capacité d'absorption ; d'autre part, parce que la qualité et les modalités de ces Investissements Directs Etrangers déterminent leurs impacts sur l'économie locale.

De la même façon, les Investissements Directs Etrangers correspondant à une conquête de nouveaux marchés peuvent concurrencer les productions et les circuits de commercialisation locaux, provoquant ainsi la disparition d'un certain nombre d'activités locales et donc une augmentation du chômage et des déstructurations sociales qui l'accompagnent.

## Section II : Les investissements directs à l'origine de la croissance

Tous les économistes, quelque soit leur tendance, sont unanimes sur le fait que l'investissement constitue un facteur principal de la croissance. En revanche, des théoriciens s'opposent sur la façon de sa détermination pour avoir un certain niveau de croissance.

L'explication de l'impact de l'investissement sur la croissance dépend principalement de la théorie du mécanisme du système économique. Nous allons voir respectivement, ci-après, les analyses des libéraux et des keynésiens.

### I- Investissement et croissance selon les libéraux

Pour les économistes de l'offre, les facteurs de production expliquent la croissance. L'investissement est le moyen qui permet d'augmenter le capital. Il peut en effet faire progresser la quantité du capital qui peut déterminer la production. Investir signifie mettre en place plus de facteurs de production, prenant en compte le progrès technologique, ce qui permet de produire davantage et donc, engendre la croissance.

**James Cobb** et **Paul Douglas**<sup>1</sup> ont, en 1928, formulé la production en fonction des facteurs travail et capital. D'où la fonction Cobb-Douglas suivante :

$$Q = f ( L, K )$$

avec L représentant la quantité du travail,  
K signifiant la quantité de capital.

Ces deux théoriciens n'ont pas considéré la variable temporelle dans leur fonction de production, contrairement à **Robert M. Sollow**<sup>2</sup> (économiste néoclassique) qui a tenu cette variable pour bien expliquer l'ampleur de la croissance. Pour Sollow, l'offre est déterminée par les facteurs de production qui sont composés du travail, du capital et de la variable temporelle.

---

<sup>1</sup> Anjaratiana Zo Lalaina Andriamanampisoa « La place des IDE à Madagascar » p20. 2003

<sup>2</sup> Idem. p21

D'où :  $Q = f(L, K, t)$  avec L représentant la quantité de travail ;  
K signifie la quantité de capital et  
T le facteur temps qui représente le progrès technique.

En fait, pour ces libéraux, les facteurs de production peuvent varier en fonction du volume des investissements. L'utilisation optimale de ces variables explique le total de la production est devient, de ce fait, source de croissance.

En prenant cette théorie donc, pour avoir un certain niveau de croissance suffisant, il faut disposer à l'avance d'un volume d'investissement efficace.

## II- Investissement et croissance selon les keynésiens

En illustrant brièvement le processus du mécanisme de fonctionnement du système économique d'un pays, la théorie keynésienne s'articule sur trois points de référence :

- l'investissement est une composante de la demande,
- l'épargne est une partie du revenu,
- tandis que l'investissement provient généralement de l'épargne.

D'après les keynésiens, une partie du revenu n'est pas consommée mais épargnée. En effet, la totalité du revenu national (R) est destinée à la consommation (C) et à l'épargne (E) ( $R = C + E$ ) tandis que les dépenses ou demandes globales (D) sont constituées par les dépenses de consommation (C) et les dépenses d'investissement (I). Ce qui donne l'égalité  $D = C + I$ .

Comme il y a égalité entre le revenu national (R) et l'ensemble de la consommation nationale (D), logiquement l'épargne (E) est égale à l'investissement (I). En d'autres termes, pour assurer l'augmentation de la production nationale d'un pays, l'investissement national doit être couvert par l'épargne nationale.

$$R = D$$

$$C + E = C + I$$

$$\text{D'où } E = I$$

Pour les keynésiens, c'est la demande qui détermine l'offre. Or l'investissement fait partie de la demande globale. C'est pour cela que l'investissement est un facteur de croissance.

La croissance est déterminée par les dépenses d'investissement qui doivent être assurées par la totalité de l'épargne.

Pour J. M. Keynes, l'économie ne s'arrange pas naturellement. L'intervention de l'Etat est nécessaire dans la croissance. Celle-ci est déterminée par l'investissement et ce dernier dépend de l'épargne.

### III- L'effet multiplicateur sur la croissance (R. Kahn)<sup>1</sup>

Depuis 1931, **Kahn**, un économiste keynésien, a expliqué l'effet multiplicateur sur la croissance provoqué par la relance de l'investissement. Un investissement supplémentaire a un effet multiplicateur sur la production et sur l'emploi.

Selon lui, l'investissement signifie achat de biens d'équipement. Mais cette augmentation de la demande de biens d'équipement entraîne une production supplémentaire de ces biens. Cette nouvelle activité engendre de nouveaux revenus qui peuvent aussi accroître la demande d'autres produits. Il y aura une hausse de la consommation qui, accroissant la demande, augmente la production, puis le revenu.... Cet accroissement de la demande a un impact positif sur la production de toute sorte de biens et donc, sur la croissance.

---

<sup>1</sup> Marc Montoussé « Théories économiques » p33. Bréal 1999.

Au cas où la majeure partie du revenu est dépensée à la consommation ou encore la production nationale est très faible, le niveau de l'épargne devient insuffisant et par conséquent, cette épargne ne peut assurer le besoin d'investissements. C'est un phénomène qui se produit dans presque tous les pays en développement et c'est dans de telles situations que ces pays ont besoin de financements extérieurs.

L'Investissement Direct Etranger et les autres sources de financement externes sont des moyens nécessaires pour un pays à grand besoin d'investissements par rapport à ses capacités de ressources de financements internes.

En outre, on peut admettre que ce type d'investissement peut présenter des avantages exceptionnels.

#### IV- Les théoriciens contemporains

♣ **BRENSTEIN, GREGORIO et LEE (1994)**<sup>1</sup> montrent à partir d'une analyse transversale portant sur 69 pays, au cours des vingt dernières années, **l'impact des IDE sur la croissance**. Ils basent leur étude sur l'importance des IDE en comparaison avec les investissements domestiques.

Ils en ont déduit que les investissements étrangers n'exercent pas un effet d'éviction sur les initiatives locales, mais au contraire, il y a *un effet de complémentarité*. Le rôle des IDE sur le transfert de technologie est également souligné.

---

<sup>1</sup> Mireille RAKOTOMALALA « Les déterminants des investissements directs étrangers à Madagascar » in « Economie de Madagascar. Revue N°1 » p190. BM. Déc 1996

## - le transfert de technologie

Leur théorie suppose, que le pays destinataire de l'investissement étranger est doté d'une main-d'œuvre qualifiée, capable d'absorber ce transfert de technologie, condition sans laquelle la transmission ne pourrait être réalisée.

## - l'effet de complémentarité

Ces théoriciens avancent le fait que les investissements directs vont de plus en plus vers les secteurs tournés vers l'extérieur, et ne s'intéressent plus uniquement au marché local des pays destinataires. Ils ne constituent pas, en ce cas, un obstacle pour la bonne marche du pays destinataire mais peuvent jouer, avec ce déplacement, un rôle majeur dans la relance des exportations manufacturières des pays en développement.

Les conséquences positives des flux de capitaux étrangers sont ainsi manifestes en terme d'apport en devises, et de création de réseaux facilitant la recherche de nouveaux débouchés extérieurs.

- **CHEN, CHANG, et ZHANG (1995)**<sup>1</sup> ont, pour leur part, apporté leur contribution dans l'étude de **l'impact des Investissements Directs Etrangers sur une économie**. Ils ont analysé dans ce cadre l'influence de ces investissements sur le développement économique de la Chine post-1978 et ont mis en exergue leur impact sur la croissance du Produit Intérieur Brut, en particulier dans la partie sud de la Chine où les investissements ont été particulièrement nombreux.

La croissance de l'économie chinoise résulte notamment de la hausse des exportations et le transfert de technologie que ces derniers ont engendré. La concurrence qu'ils créent incite parallèlement les entreprises manufacturières locales à rechercher une plus grande compétitivité.

---

<sup>1</sup> Mireille RAKOTOMALALA « Les déterminants des investissements directs étrangers à Madagascar » in « Economie de Madagascar. Revue N°1 » p190. BM. Déc 1996

Il est à noter que de 1965 à 1980 environ, l'Investissement Direct Etranger dans l'Asie du Sud-est a été très significatif. Les firmes américaines et européennes s'y étaient implantées, dû au fait qu'elles y trouvaient une main-d'œuvre à bas salaire.

### Section III : Incidence des Investissements Directs Etrangers sur le développement socio-économique d'une économie

#### I. Incidence sur la balance des paiements

La question de l'incidence des Investissements Directs Etrangers sur les pays d'accueil suscite de longue date l'intérêt du public. De nombreux pays se sont interrogés sur leurs effets, positifs ou négatifs sur la Balance des Paiements et ce débat a donné lieu à plusieurs études de fond.

Ces travaux ont utilisé des méthodologies diverses, allant de l'analyse des transactions associées à certains investissements au niveau des entreprises à l'analyse macro-économique des effets d'équilibre général. La plupart ont conclu que les Investissements Directs Etrangers étaient bénéfiques à la Balance des Paiements.

Pour **Reddaway et al.**, **Hufbauer** et **Adler**<sup>1</sup> (1968) les Investissements Directs Etrangers ont un effet globalement positif à long terme sur la Balance des Paiements. Ces auteurs ont analysé les délais de retour sur investissement en prenant en compte tous les flux monétaires possibles, y compris ceux associés aux exportations initiales de biens d'équipement, aux exportations des composants à destination des filiales et au rapatriement des bénéfices des filiales. Ces études se distinguent par leurs hypothèses clés concernant les effets produits sur les exportations en l'absence d'investissement.

#### II- Incidence sur les exportations

---

<sup>1</sup> Byung-Hwa Lee « L'IDE en pays en développement. Un vecteur d'échanges et de croissance. » p109. OCDE 2002.

Une opinion répandue veut que les exportations et les Investissements Directs Etrangers constituent des moyens alternatifs pour les entreprises d'atteindre les marchés étrangers. Selon cette logique, les industries des pays d'accueil peuvent grossir les marchés étrangers, soit en y exportant des produits, soit en y installant des unités de production. Entre ces deux options, les firmes choisissent la plus viable pour pénétrer les marchés étrangers. Cela implique que les deux modes soient substituables ou potentiellement substituables.

En fait, il est difficile d'évaluer les effets directs des Investissements Directs Etrangers sur les exportations et plus difficile encore de mesurer leurs effets indirects et leurs externalités. Pour cette raison l'ampleur des effets de substitution et de complémentarité ne peut être estimée sans connaître les caractéristiques des investissements en question (Markusen, 1991)<sup>1</sup>. Il est donc difficile de trancher que les Investissements Directs Etrangers complètent les échanges, ou s'y substituent.

Grâce à l'investissement étranger, cependant, le pays d'accueil se trouve en mesure d'exporter vers les marchés voisins ou même vers le pays d'origine de la multinationale. Ces exportations procurent des devises qui sont vitales pour la croissance économique, car elles sont nécessaires pour assurer le service de la dette extérieure ainsi que pour financer les importations et les investissements intérieurs.

C'est en fait le besoin de se procurer des devises qui a incité les pays à baisser leurs barrières commerciales et à s'intégrer dans l'économie mondiale.

---

<sup>1</sup> Byung-Hwa Lee « L'IDE en pays en développement. Un vecteur d'échanges et de croissance. » p111. OCDE 2002.

Par ailleurs, l'investissement étranger aide les pays à diversifier leurs exportations. L'accroissement des exportations non traditionnelles est particulièrement important pour les Pays en Voie de Développement exportateurs de produits de base comme le café, le sucre ou les bananes, car une telle diversification réduit leur vulnérabilité au cas où le cours de ces produits viendrait à chuter<sup>1</sup>.

D'un côté, les entreprises locales ne veulent pas encourager les importations d'articles susceptibles de concurrencer leur production locale sur les mêmes marchés et de menacer la viabilité de leurs filiales. D'un autre côté, l'accroissement de la production à l'étranger génère des exportations de biens en capital et de biens intermédiaires connexes. Les exportations de biens intermédiaires décroissent à mesure que les filiales développent leurs achats locaux pour se doter de système de production plus flexibles ou se conformer aux conditions de contenu local.

Par conséquent, à long terme, les Investissements Directs Etrangers peuvent se substituer aux exportations de ces produits depuis le pays d'origine.

Par ailleurs, on peut dire que l'impact le plus important réside dans les effets dynamiques positifs des Investissements Directs Etrangers sur les échanges. Ces effets peuvent résulter de plusieurs facteurs.

Premièrement, les Investissements Directs Etrangers renforcent la compétitivité des entreprises, ce qui leur permet d'accroître leurs exportations sur le long terme. Deuxièmement, des économies d'échelle et de champs peuvent se générer non seulement à l'échelon des usines mais aussi au niveau de l'entreprise elle-même. Troisièmement, les entreprises peuvent améliorer leur compétitivité en favorisant les transferts de technologies et de savoir faire entre le siège et les filiales et entre les filiales.

---

<sup>1</sup> Center for International Private Enterprise (CIPE) « Etude sur la prospérité économique : attirer les investissements étrangers ». United States Information Agency. p 2. Septembre 1992.

Le fait que, d'après les analyses, les effets dynamiques positifs l'emportent sur les effets de substitution donne à penser que les Pays en Voie de Développement n'ont pas à craindre de voir leurs exportations réduites par les effets de substitution de la production étrangère, dans le cas où ils facilitent l'entrée des investissements étrangers.

### III- Incidence sur l'emploi

Les pays dont l'économie est en transition se trouvent souvent confrontés à un sous-emploi ou à un chômage élevé. Les mesures prises pour résorber le chômage, comme la création d'emplois dans le secteur public, sont parfois vouées à l'échec.

En revanche, les investissements directs des multinationales sont créateurs d'emplois. Ensuite, grâce au processus d'apprentissage, ces emplois vont entraîner des avantages importants pour l'économie nationale<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Center for International Private Enterprise (CIPE) « Etude sur la prospérité économique : attirer les investissements étrangers ». United States Information Agency. p 2. Septembre 1992.

**PARTIE II :**

**QUELQUES DONNEES CHIFFREES**

Cette deuxième partie de notre mémoire traitera les impacts des Investissements Directs Etrangers sur le développement socio-économique de Madagascar avec des chiffres à l'appui.

De cette seconde partie pourra découler la contribution des investissements étrangers à l'économie malgache à travers les éléments traduisant la performance ou la faiblesse de l'économie.

On insistera, dans un premier lieu, sur les facteurs qui peuvent inciter les investisseurs étrangers à venir s'installer dans l'île, notamment l'environnement national et on exposera, en second lieu les statistiques économiques.

## **Chapitre1 : LES FACTEURS INCITATIFS AUX INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS**

### **Section I – Le contexte national**

Suivant l'exemple de l'île Maurice, Madagascar s'est lancé à la fin des années 80 dans une stratégie d'incitation des Investisseurs étrangers. Cette option devrait permettre de résoudre les difficultés liées à la faible disponibilité des devises<sup>1</sup>.

L'afflux de capitaux extérieurs d'une part, la hausse induite des recettes d'exportations d'autre part, constituent des sources potentielles de ressources.

Depuis 1990, la réforme de l'environnement réglementaire en faveur des investisseurs privés et la libéralisation de l'économie ont entraînés de profondes mutations, notamment au sein de secteurs à fort potentiel comme le tourisme, l'agroalimentaire, les activités en zone franche, les mines, les bâtiments et les travaux publics, les nouvelles technologies de l'information et de la télécommunication (NTIC).

La situation économique et sociale s'est fortement détériorée à l'issue des six mois de crise politique, qui a commencé en fin 2001. L'économie malgache a été durement éprouvée par cette crise post électorale dont le pays a été la proie pendant le premier semestre 2002.

La paralysie de beaucoup de secteurs d'activité, du fait des grèves et des blocages des moyens de communications, a provoqué des déséquilibres économiques d'une rare ampleur et une forte baisse de la production. Les pertes d'emplois et de revenus, qui en ont résulté, ont fait chuter la demande intérieure.

Cette crise politique a donc eu de très graves conséquences sur l'économie nationale et la population. Le taux de croissance a été de -10%.

---

<sup>1</sup> Mireille RAKOTOMALALA « Les déterminants des investissements directs étrangers à Madagascar » in « Economie de Madagascar. Revue N°1 » p210. BM. Déc 1996

L'industrie, le tourisme, le transport et la construction ont été les plus affectés.

Les tensions à la transition politique de l'année 2002 ont par ailleurs entraîné un isolement de la principale zone économique d'Antananarivo pendant plusieurs mois, cause d'un ralentissement important et du départ de nombreux investisseurs étrangers.

Avec la résolution des problèmes politiques, l'activité économique a repris avec beaucoup de difficultés au deuxième semestre. Aussi, à la fin de l'année, le niveau d'activité est resté de loin en deçà de celui de 2001<sup>1</sup>.

#### I - Les mesures entreprises

La démarche décidée par le gouvernement, qui serait susceptible d'infléchir ces tendances lourdes, à l'instar de ce que bon nombre de pays ont positivement appliqué et en cohérence avec la politique de libéralisation adoptée par Madagascar, est ainsi basée sur le renforcement et la promotion du secteur privé, afin d'accroître la contribution de celui-ci aux objectifs nationaux de croissance et de dynamiser en conséquence le processus de développement.

Madagascar s'engage désormais dans une politique volontariste orientée vers une croissance rapide et soutenue<sup>2</sup>.

Le gouvernement élabore, depuis un certain temps, des stratégies de promotion économique pour l'attraction des investissements, notamment en matière d'Investissement Direct Etranger et, de manière générale, le développement du secteur privé, ceci en vue de permettre la valorisation au niveau des avantages comparatifs à des secteurs à fort potentiel.

---

<sup>1</sup> Rapport annuel 2002 –BCM

<sup>2</sup> DASP « Les opportunités d'investissement à Madagascar ». Avril 2004

On peut résumer en cinq points essentiels les efforts déjà engagés par le gouvernement malgache en matière d'amélioration de l'environnement des affaires<sup>1</sup> :

- 1) Les garanties générales des Investissements,
- 2) L'accès des étrangers à la propriété foncière,
- 3) Les régimes fiscaux,
- 4) L'amélioration de l'environnement des affaires en général,
- 5) La concertation entre Administration et Secteur Privé.

Au niveau de la stratégie globale, il s'agira en particulier de :

- Prioriser les infrastructures de base pour favoriser les investissements aussi bien nationaux qu'internationaux. Ambitieux programme de désenclavement par la mise en œuvre d'un vaste programme routier, réforme du code de la propriété foncière et la création des zones industrielles d'accueil, simplification des procédures administratives, libéralisation des secteurs monopolistes et privatisations<sup>2</sup>...
- Augmenter les investissements dans l'objectif d'un taux d'investissement du Secteur Privé de 14 % du PIB.
- S'ouvrir à l'économie mondiale,
- Réduire de moitié le taux de pauvreté dans 10 ans.

De ces faits pouvons-nous constater que la politique récente engagée par l'Etat est axée sur l'essor du secteur privé, que l'on s'attend grandement être appuyé par les Investissements Directs Etrangers, étant donné que dans le cadre du développement rapide et de la lutte contre la pauvreté, l'appel des investissements internationaux s'avère nécessaire pour appuyer les efforts de ce secteur privé national<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Cf Annexe 1

<sup>2</sup> Termes de référence pour les Services de Consultant : Elaboration d'une stratégie de promotion des Investissements. PDSP2

<sup>3</sup> Comité de Pilotage de l'Etude (MICDSP) « Promotion des Investissements Publics et Privés ».Termes de référence : « Etude sur la Promotion de l'Investissement à Madagascar »

## II- Les opportunités d'investissement

L'évolution de l'économie malgache offre aujourd'hui de nombreuses opportunités d'investissement immenses (eu égard aux énormes potentialités économiques<sup>1</sup> ainsi qu'aux richesses écologiques dont le pays dispose) encore méconnues au niveau international. Un point fort qu'il faudrait valoriser dans le contexte actuel de la mondialisation.

Cependant, le paradoxe entre, d'une part, les fortes potentialités humaines et naturelles dont Madagascar est doté et, d'autre part, la situation de pauvreté chronique dans laquelle le pays est plongé, est connu depuis des décennies<sup>2</sup>. En fait, les principaux avantages comparatifs du pays résident dans sa réserve de main d'œuvre jeune, qualifiée, abondante et compétitive, ainsi que ses ressources naturelles diversifiées, à très fort potentiel et pour certains, uniques dans le monde mais pour l'instant, avec un faible niveau de développement, Madagascar est classé parmi les Pays les Moins Avancées (PMA).

- 1) Potentialité humaine : population jeune (moitié des malgaches ayant moins de 20 ans) ; main d'œuvre réputée pour son habileté et son sérieux ;
- 2) coût de cette main d'œuvre malgache toujours compétitif jusqu'à nos jours (7 à 8% du prix d'un produit contre 60% en Europe).
- 3) Disponibilité des ressources naturelles : des ressources halieutiques considérables ; une agriculture variée sur 905 millions d'ha ; des terres vierges et fertiles ; des écosystèmes forestiers uniques et variés (une flore et flore endémique) ; un vrai trésor en pierres fines, or, pierres industrielles et minerais précieux.

---

<sup>1</sup> Programme National d'Appui au Secteur Privé (PNASP), Tome 1, p3. Ministère du Développement du Secteur Privé et de la Privatisation, Comité élargi de pilotage. Cabinet R Conseil, Juillet 2001.

<sup>2</sup> Programme National d'Appui au Secteur Privé (PNASP), Tome 1, p3. Ministère du Développement du Secteur Privé et de la Privatisation, Comité élargi de pilotage. Cabinet R Conseil, Juillet 2001.

- 4) Secteurs porteurs : définis comme prioritaires : le tourisme, les mines, la pêche et l'aquaculture, l'industrie manufacturière tournée vers l'exportation (textile / confection / agroalimentaire...), l'artisanat, l'agriculture et surtout l'agriculture biologique, la technologie d'Information et de la Communication (TIC), les infrastructures de base : routes (5711 km de routes bitumées pour 17 millions d'habitants), télécommunications (59.598 lignes fixes en 2003 et 279.357 mobiles), transports.

## **Chapitre II : CONTRIBUTION DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS AU DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE DU PAYS**

### **Section I - L'évolution des flux des Investissements Directs Etrangers**

Les Investissements Directs Etrangers constituent pour la grande Ile la première des solutions de financement extérieur, financement primordial eu égard aux objectifs de développement et de croissance fixés. Selon les chiffres disponibles, on constate que l'évolution des flux des Investissements Directs Etrangers à Madagascar depuis un certain temps prouve leur importance dans l'économie du pays.

Depuis 1996, les Investissements Directs Etrangers ne sont plus soumis à autorisation. Le flux des Investissements Directs Etrangers a plus que triplé entre 1998 et 1999 (à cause des privatisations notamment), passant de 11,9 à 42,7 Millions de DTS. Ils continuent de progresser de + 23,9% en 2000, et +38,2% en 2001.

On peut voir dans le tableau ci-dessous l'évolution de ces Investissements Directs Etrangers depuis 1999 jusqu'en 2003.

**TABLEAU 01** : Evolution des flux des Investissements directs de 1999 à 2003<sup>1</sup>.

	<b>1999</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>
En Millions DTS	42,7	62,9	73,1	6,4	9,1
Taux DTS/FMG		8 934,18	8 391,99	8 773,88	8 675,36

Source : Banque Centrale de Madagascar

L'on peut alors constater que l'année 2001 a été le plus bénéfique en terme de volume d'entrée de devises (73,10 Millions de DTS).

En 2002, la crise politique ayant perduré six mois a eu comme impact majeur la fuite des investisseurs étrangers et le volume des Investissements Directs Etrangers s'est vu dégringolé à 6,40 Millions de DTS. L'élan économique de 2001 a été basculé et cette affluence prometteuse des investissements a été réduite à -91,24% de sa valeur. L'on note ensuite une petite reprise l'année suivante, en 2003, engrangeant 9,10 Millions de DTS de capitaux étrangers, un accroissement de l'ordre de +42,19%, cela est dû au fait qu'une relative stabilité économique et politique s'est installée.

Cette évolution des flux des Investissements Directs Etrangers n'est pas sans conséquences sur le développement socioéconomique de Madagascar si l'on se réfère aux indicateurs tels que la conjoncture économique, les divers secteurs d'activité, la Balance des Paiements et enfin l'emploi.

## **Section II – Quelques données chiffrées**

L'impact des Investissements Directs Etrangers ne peut être mesuré que par rapport aux éléments qui constituent la performance du pays.

---

<sup>1</sup> Bulletin d'Informations Statistiques – Rapport annuel 2003 – BCM

## I- La conjoncture économique malgache en amélioration :

Le redressement économique engagé depuis 1995 s'est traduit par une croissance de l'économie en progression constante de 3,9% en 1998 ; 4,7% en 1999 et 4,8% en 2000.

L'année 2001 s'était achevée sur des résultats encourageants et exceptionnellement élevés au regard des années antérieures avec une croissance de 5,9%.

Depuis neuf ans l'inflation a connue une diminution progressive : 37% en 1995, 7,4% en 2001.

Le déficit budgétaire a été ramené à 1,6% du PIB en 2001 contre 6% en 1995.

Mais la chute de ces performances, avec la dégradation de la production est apparue par suite de la crise sociopolitique. Dans ce contexte marqué par des arrêts d'activité, le taux de croissance du PIB a chuté de -12,7% en 2002. En conséquence, le revenu réel par habitant a régressé de 15,1%, passant de 161 874 Fmg en 2001 à 131 459 Fmg en 2002.

### 1) Evolution du PIB

Le PIB aux prix courants a connu une palpable amélioration, un élan grevé par les crises de 2002 mais qui a repris le dessus en 2003.

**TABLEAU 02** : Evolution du PIB en Millions de DTS de 2000 à 2003

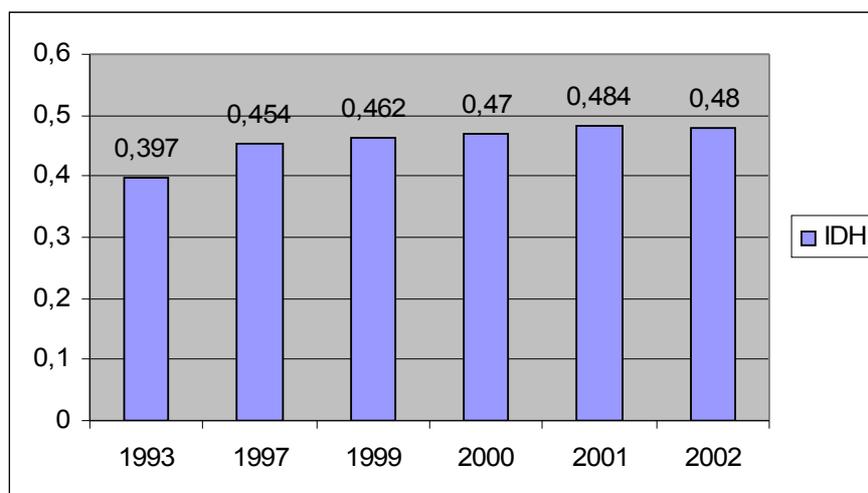
	Unité	2 000	2 001	2 002	2 003
PIB aux prix courants	Millions de DTS	2 937	3 556	3 424	3 907
PIB	Milliards de FMG	26 242	29 843	30 042	33 893
Taux DTS/FMG		8 934,18	8 391,99	8 773,88	8 675,36

Source: BCM Direction des ETUDES/SRE/BOP

De 2000 à 2001, la croissance du PIB malgache a été forte, de l'ordre de +21,08%, une petite diminution de -3,71% a pris cours en 2002 pour se ressaisir en 2003, de l'ordre de +14,10%.

## 2) Evolution de l'Indice de Développement Humain

**GRAPHIQUE 1 :** Evolution de l'Indice de Développement Humain de Madagascar entre 1993 et 2002



Source : PNUD 2002, Indice de Développement Humain

L'Indice de Développement Humain permet de mesurer les avancées enregistrées par les pays. Pour Madagascar, la croissance de l'Indice de Développement Humain s'avère régulière entre les années 1997 et 2000 avant de grimper à un niveau de 0.484 en 2001.

La crise post électorale de 2002 a fait reculer légèrement le niveau de l'Indice de Développement Humain, évalué à 0.480 contre 0.484 en 2001. Cette situation est due essentiellement à la diminution du niveau de revenu.

Notons, en passant, que pour cette année-là, le PIB réel par habitant calculé en parité de pouvoir d'achat (PPA) est de 811\$, le taux brut de scolarité calculé pour tous les niveaux de scolarisation confondus (primaire, secondaire, supérieur) se situe à 48,3%, tandis que l'espérance de vie à la naissance de la population est de 53 ans.

En d'autres termes, sur l'échelle de mesure théorique de 0 à 1 de développement humain, Madagascar n'a parcouru jusqu'à cette année -là que moins de la moitié du maximum à atteindre, classant ainsi l'île parmi les pays à faible développement humain.

On peut aussi déceler la contribution des Investissements Directs Etrangers au développement économique de Madagascar à travers l'évolution des principaux secteurs d'activité.

## II- Impacts sur les divers secteurs

En 2001, les résultats ont été encourageants dans les principaux secteurs d'activités.

### 1. Le secteur primaire

L'agriculture, profitant des conditions climatiques favorables a repris sa croissance après les dégâts cycloniques de début 2000.

Les productions traditionnelles d'exportation ont connu une augmentation (4,5% pour la vanille, 11% pour le café,...)<sup>1</sup>. Ce secteur représentait 34,2% du PIB en 2001, 80% de la population active, et 20% des exportations.

En 2003, malgré que les récoltes soient relativement bonnes, la croissance du secteur primaire a été négative (-1,8%). Les problèmes de collecte ont entraîné pour les agriculteurs une perte de revenus.

### 2. Le secteur secondaire via les Zones Franches

La croissance du secteur secondaire s'est accélérée au cours des six dernières années et a atteint une moyenne de 5% grâce, surtout, aux

---

<sup>1</sup> BMOI - Rapport annuel 2003. p5

entreprises franches. Le nombre de ces entreprises franches ayant même connu une reprise, après la recrudescence de 1999.

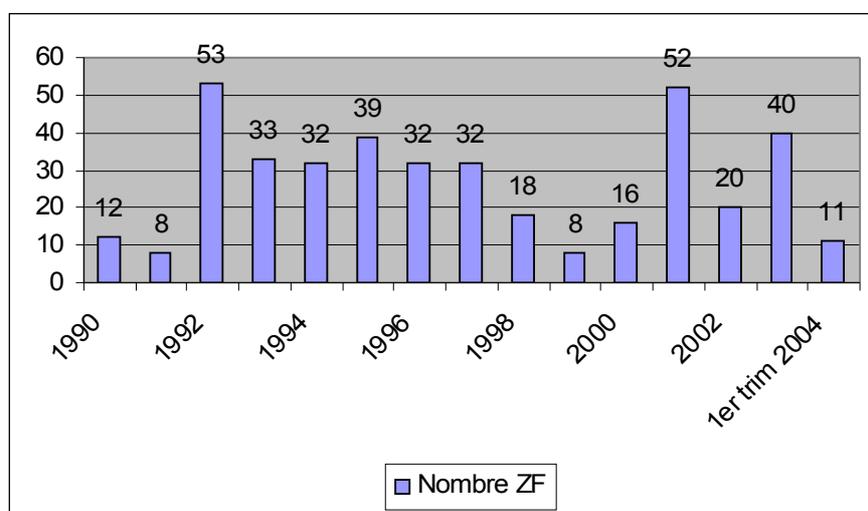
L'éligibilité de Madagascar à l'African Growth Opportunity Act (AGOA) a permis d'augmenter le dynamisme du secteur secondaire. Les exportations de textile vers les Etats-Unis en 2003 ont dépassé en valeur celles de l'année 2001.

Le secteur secondaire a été le secteur le plus dynamique de l'économie en 2003. Son taux de croissance a atteint 24,3% alors qu'il avait régressé de 29% en 2002.

L'impact de la crise sur le secteur industriel a été beaucoup plus profond que sur l'agriculture. Ce secteur a subi d'abord la pénurie de matières premières et la perte de marchés due soit à la diminution du pouvoir d'achat pour les industries produisant pour le marché local, soit à l'annulation des commandes pour l'exportation pour les entreprises exportatrices, notamment les Entreprises en Zones Franches.

La production devrait nettement augmenter en 2004 surtout dans les entreprises franches.

**GRAPHIQUE 02** : Evolution du nombre d'entreprises agréées en Zones Franches de 1990 au premier semestre 2004.



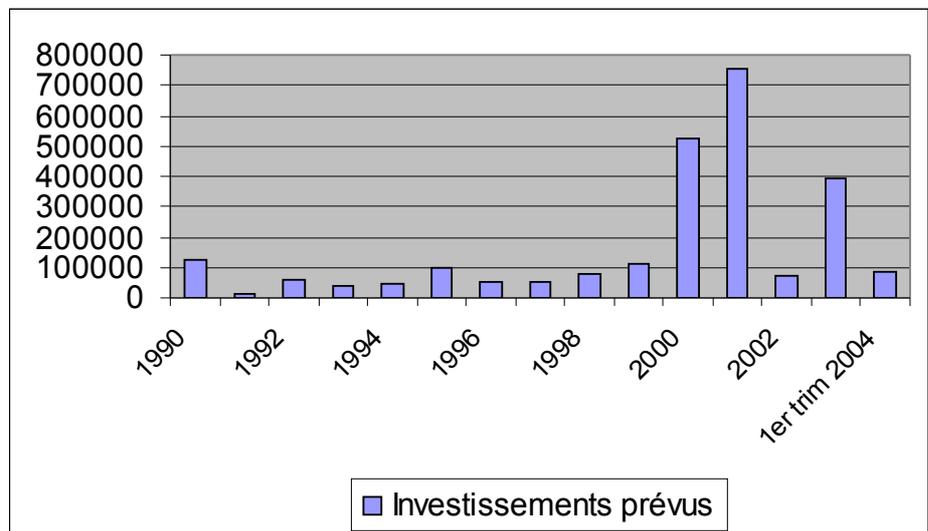
Source : MICDSP 2004

Les activités industrielles se concentrent pour l'essentiel dans le textile et la confection, l'industrie agroalimentaire, les bois et les dérivés, l'industrie métallique et la transformation minière.

On recense 408 entreprises agréées en zone franche depuis 1990 jusqu'au premier trimestre 2004. Ces implantations ont généré en totalité (de 1990 jusqu'au premier semestre 2004) 2 638 474 Millions de Fmg ou 13 192 370 Millions Ariary.

52 entreprises ont été créées en 2001 contre seulement 20 entreprises en 2002, donc une diminution de - 61,5%. L'année 2003 a été plus positive car le nombre d'entreprises franches créées a doublé, puis l'effort a continué cette année avec 11 nouvelles entreprises déjà recensées au premier trimestre.

**GRAPHIQUE 03 :** Valeurs annuelles des investissements (en millions de Fmg) attribués dans les entreprises agréées en Zone Franche.



Source : MICDSP 2004

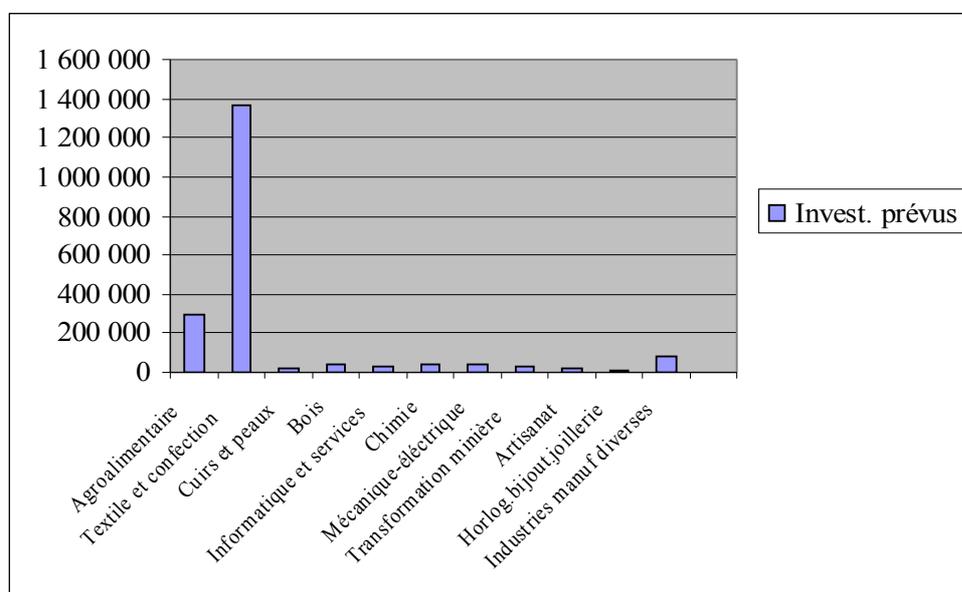
Ce graphique affiche le point culminant des investissements dans les sociétés agréées en Zone Franche pour l'année 2001 avec 765 505 Millions de Fmg ou 3 827 5 520 Millions Ariary.

Cet apport en devises a chuté en 2002 de -91% cette valeur et ne compte que 69 864 Millions de Fmg ou 349 320 Millions Ariary.

Une notable reprise a été constatée en 2003 avec un accroissement de +460% (390 998 Millions Fmg ou 1 954 990 Millions Ariary).

L'année 2004 s'annonce prometteuse car dès le premier trimestre, les chiffres de l'année 2003 ont déjà été atteints et même dépassés : 82 499 Millions de Fmg ou 412 495 Millions Ariary.

**GRAPHIQUE 04** : Valeurs totales des investissements (en Millions de Fmg) pour chaque branche depuis 1990 jusqu'au premier semestre 2004.

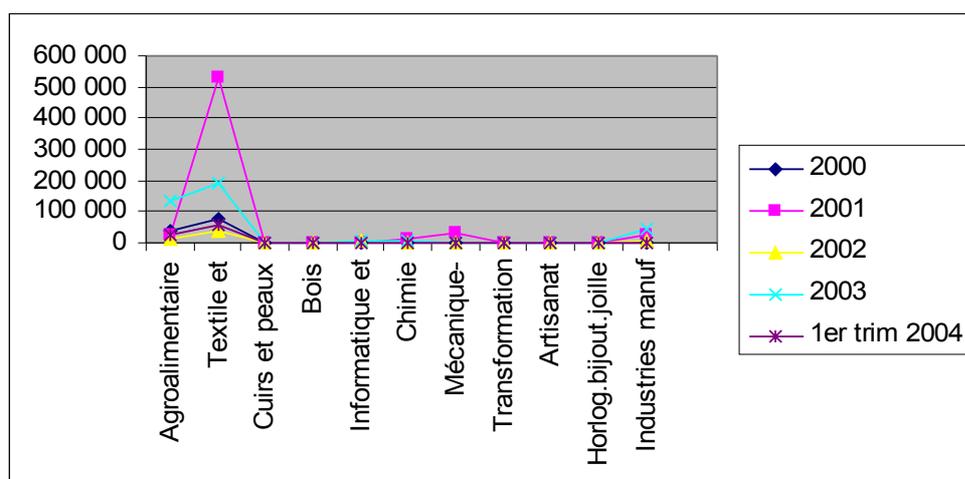


Source : MICDSP 2004

Ce graphique met en exergue la primauté de trois branches d'activité par rapport aux huit restantes :

- la branche Textile et confection accumulant 1 367 138 Millions Fmg d'investissement ou 6 835 690 Millions Ariary;
- la branche Agroalimentaire avec 295 566 Millions Fmg ou 1 477 830 Millions Ariary ;
- la branche Industries manufacturières diverses avec 86 546 Millions Fmg ou 432 730 Millions Ariary.

**GRAPHIQUE 05 :** Valeurs des investissements (en Millions de Fmg) attribués à chaque branche d'activité depuis 2000.



Source : MICDSP 2004

On constate que deux branches d'activité ont été beaucoup promues :

- la branche Agroalimentaire : les investissements ont été de l'ordre de 25 287 M Fmg ou 126 435 Millions Ariary en 2001, ils ont diminué de -37% en 2002 (15 872 Millions Fmg ou 79 360 Millions Ariary) pour exploser à plus de huit fois ce volume en 2003 (133 530 Millions Fmg ou 667 650 Millions Ariary). Le volume d'investissement au premier trimestre 2004 a déjà largement dépassé celui de 2002.
- les Industries manufacturières diverses : le volume des investissements dans cette branche en 2003 (44 475 Millions Fmg ou 222 375 Millions Ariary) est le double de celui de 2001 (24 434 Millions Fmg ou 122 170 Millions Ariary).

La branche Textile et confection, ayant connu un essor spectaculaire en 2001 (530 987 Millions Fmg ou 2654935 Millions Ariary), n'a pas encore retrouvé ces performances en 2003 avec seulement 193 058 Millions Fmg ou 965 290 Millions Ariary. Néanmoins, le premier trimestre 2004 annonce un redéploiement de ce secteur avec un volume d'investissement dépassant déjà largement celui de 2002 et constituant le tiers de celui de 2003 (57 024 Millions Fmg ou 285 120 Millions Ariary).

### 3. Le secteur tertiaire

Le secteur tertiaire (52,4% du PIB) enregistrait des résultats satisfaisants, en particulier dans le BTP, le commerce et les banques. Son taux de croissance a été de 14% en 2001, il constitue un potentiel très largement sous-exploité.

Malgré la paralysie du secteur du transport et du tourisme engendrée par la crise de 2002, le secteur tertiaire a connu un rythme de croissance relativement élevé en 2003 : +11,5%<sup>1</sup>. La fréquentation touristique a chuté de 90% conduisant à la fermeture d'infrastructures hôtelières. Le transport, dont 80% du parc était immobilisé, a enregistré un manque à gagner considérable estimé à 20 millions FMG perdus par jour pendant 3 mois.

Le taux global de l'investissement devrait être de 15% du PIB en 2003 contre 14% en 2002, avec une augmentation du secteur privé au détriment du secteur public.

**TABLEAU 03 :** Evolution des recettes en devises au titre du tourisme<sup>2</sup> (les titres de transports internationaux n'étant pas inclus).

	1999	2000	2001	2002	2003
En Millions de DTS	72,9	91,9	90,2	27,8	54
Taux moyens DTS/Fmg	8 586	8 934	8 376	8 773	8 675

Source : Ministère de la Culture et du Tourisme

Le secteur Tourisme est indéniablement, depuis 2000, un des secteurs les plus dynamiques de l'économie malgache. Même si la crise a eu un effet percutant en 2002 (une chute des investissements de -70%), l'année 2003 s'est rattrapée avec un accroissement de +94%.

<sup>1</sup> Rapport annuel 2003. p5. BMOI

<sup>2</sup> Dépliant d'informations statistiques touristiques 2004 – Ministère de la Culture et du Tourisme – Nov 2004

#### IV- Impacts sur la Balance des Paiements

Alors que le commerce mondial croissait de +58 % de 1991 à 1999, les exportations malgaches croissaient de +109 %, soit deux fois plus vite que la moyenne et 7 fois plus vite que l'Afrique subsaharienne.

L'essentiel de cette performance est imputable aux entreprises de la zone franche (à 70 %), notamment dans le secteur habillement (80 % des exportations de l'habillement sont le fait des entreprises franches).

En 2002, le solde de la balance des paiements s'est détérioré (un déficit de 99,1 Millions de DTS, contre un excédent de 21,8 Millions de DTS l'année précédente), suite notamment à la forte aggravation du déficit courant qui n'a pas été compensée par le surplus dégagé au niveau des opérations en capital et financier<sup>1</sup>.

##### 1- La Balance Commerciale

**TABLEAU 04:** Evolution de la Balance Commerciale de 1999 à 2003<sup>2</sup>

	<b>1999</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>
En Millions DTS	-116,5	-131,7	11,6	-36,4	-181,5
En Millions Fmg	-989 941,4	-684 561,3	-2 336 062,8	-1 444 229,7	-2 773 128,8

Source : BCM

Relativement excédentaire en 2001, la Balance Commerciale a connu un résultat négatif en 2002 pour revenir à un résultat largement déficitaire en 2003. Ce fait est imputable à la stratégie de détaxation adoptée par l'Etat en septembre, qui a fait booster les importations, surtout des biens d'équipements.

<sup>1</sup> Rapport annuel 2002. p16 – BCM

<sup>2</sup> Bulletin d'Informations Statistiques - BCM

<sup>23</sup> Rapport annuel 2002 p19 – BCM

## 2- Les exportations

En 2002, la valeur totale FOB des exportations n'a été que de 375 Millions DTS, contre 757,9 Millions DTS en 2001. Le volume exporté a globalement baissé de 51,2% tandis que le prix unitaire a progressé de 2,4% à 10,8%. Rapprochés au PIB, les exportations n'ont plus représenté que 10,8% contre 21% en 2001<sup>3</sup>.

La dégradation des exportations concerne essentiellement des produits manufacturés et, en particulier, ceux des entreprises franches.

**TABLEAU 05** : Evolution du volume des exportations de 1999 à 2003<sup>1</sup>

	<b>1999</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>
En Millions DTS	427,1	624,6	757,9	375	611,6
En Millions Fmg	1 385 510,3	4 268 848,8	2 928 999,1	1 198 835,2	2 701 124,8

Source : BCM

## 3- Les importations

Parallèlement au ralentissement des activités économiques de 2002, la valeur des importations s'est inscrite à la baisse de 37,6%, en se chiffrant à 465,5 Millions DTS. Tous les groupes d'utilisation ont suivi cette tendance, à l'exception des importations d'énergie, lesquelles ont augmenté de 23,6%. Cette tendance s'explique par une baisse du volume des importations (-30,7%), les prix ayant progressé de 14,7%.

Les importations des entreprises franches industrielles ont fléchi au même rythme que leurs exportations (69,6%).

---

3

1

**TABLEAU 06:** Evolution du volume des importations de 1999 à 2003<sup>1</sup>

	1999	2000	2001	2002	2003
En Millions DTS	543,6	756,3	746,3	411,4	793,1
En Millions Fmg	2 375 451,7	4 953 410,1	5 265 061,9	2 643 064,8	5 751 255,2

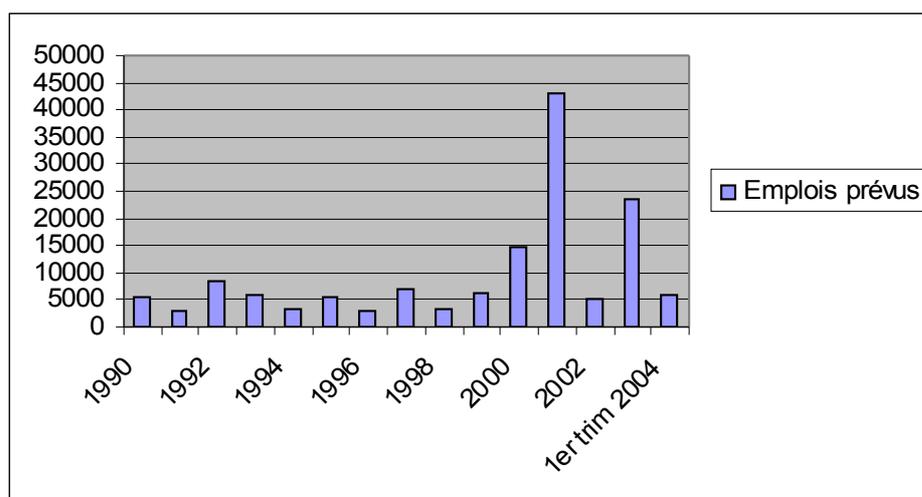
Source : Banque Centrale de Madagascar 2003

Le volume des importations est resté stable entre 2000 et 2001. En 2002, il a chuté de -45% puisque beaucoup d'entreprises ont été forcés de stopper toutes activités. En 2003, par contre, les importations ont doublé de volume, dépassant celui de 2001. Ce fait s'explique par l'incitation du gouvernement à importer à travers sa stratégie de détaxation.

#### V- Impacts sur l'emploi

Comparons l'évolution de l'emploi créée par l'implantation des investisseurs étrangers durant ces cinq dernières années pour pouvoir en déceler l'impact positif.

**GRAPHIQUE 06 :** Evolution du nombre d'emplois dans les entreprises agréées en\_Zone Franche



Source : MICDSP 2004

<sup>1</sup> Bulletin d'Informations Statistiques - BCM

En 2000, 16 Zones Franches ont été créées, employant 14 701 personnes. Cette création d'entreprises a plus que triplé en 2001 (au nombre de 52), générant 43 038 emplois, pour chuter ensuite de plus de la moitié en 2002 (au nombre de 20), ne générant que 5 042 emplois.

D'après les projections, on a estimé la perte globale à -130 000 emplois « équivalent temps plein », soit 65 000 emplois formels perdus tous secteurs confondus et un taux de chômage technique sur les emplois maintenus de 15 % en moyenne sur l'année (soit deux mois d'arrêt de travail).

Les crises politiques et économiques sévissant dans le pays ayant pris fin, les investisseurs étrangers sont revenus et les statistiques ont repris des couleurs. 40 nouvelles entreprises franches ont vu le jour, et le nombre d'emplois a presque quintuplé, de l'ordre de 23 381.

La nouvelle année 2004 annonça les premiers mois un maintien de ces résultats avec 11 nouvelles créations d'entreprises franches et 5703 nouveaux emplois.

**TABLEAU 07 :** Evolution des emplois directs générés par le secteur touristique<sup>1</sup>.

	1999	2000	2001	2002	2003	2004*
Hôtels et/ou restaurants	12 640	13 628	14 010	14 031	14 809	15 363
Entreprises de voyages et de prestations touristiques	2 934	3 231	3 554	3 563	3 781	3 819
<b>Total</b>	<b>15 574</b>	<b>16 859</b>	<b>17 564</b>	<b>17 594</b>	<b>18 690</b>	<b>19 182</b>

Source : Ministère de la Culture et du Tourisme 2004

\* Prévisions

On peut constater d'après ces chiffres que le Tourisme est l'un des secteurs les plus pourvoyeurs d'emplois avec un maximum atteint cette année : 19 182 emplois répartis surtout dans les hôtels et/ou restaurants.

<sup>1</sup> Dépliant d'informations statistiques touristiques 2004 – Ministère de la Culture et du Tourisme – Nov 2004.

**PARTIE III :**

**ANALYSES, PERSPECTIVES ET  
RECOMMANDATIONS**

## **Chapitre I : ANALYSES**

Nous pouvons, en tout état de cause, admettre que l'investissement est le moteur d'une économie car sans investissement, il n'y aurait certainement pas d'activités, de production quelconque, d'emplois et donc de revenus...

En effet, selon la logique, avec des investissements renouvelés, les entreprises pourront mieux produire en terme de quantité mais aussi en terme de qualité. La consommation en sera améliorée et augmentée, le revenu assuré, même étant stable, le recrutement de nouveaux employés de plus en plus requis... Aussi, il permet de faire marcher les rouages de l'économie et de perpétuer le cycle économique.

L'Investissement Direct Etranger donne à ce système un nouveau souffle car étant d'origine externe, cet investissement permet de booster l'investissement interne déjà mis en marche.

Madagascar s'est aujourd'hui engagé dans une stratégie de croissance tirée par les exportations en incitant l'arrivée d'investisseurs étrangers<sup>1</sup>. Ainsi, les mesures entreprises, dans la promotion des investissements, en vue d'améliorer la situation de la Nation ont porté des résultats relativement positifs.

La politique de promotion des entreprises franches, destinée à accélérer le développement économique dans les secteurs industriels a connu un important succès que l'on peut constater aussi bien au travers des indicateurs spécifiques du secteur industriel (emploi salariés, production) que sur la performance commerciale globale du pays. Il faut noter que le développement de cette zone résulte non seulement d'un régime fiscal favorable, mais aussi d'un coût de la main d'œuvre très faible.

On attribue comme causes à la croissance positive du PIB par tête :  
une amélioration des termes de l'échange ; une plus importante création de

---

<sup>1</sup> Mireille RAKOTOMALALA « Les déterminants des investissements directs étrangers à Madagascar » in « Economie de Madagascar. Revue N°1 » p212. BM. Décembre 1996

SARL et une réduction de création d'entreprises individuelles ; une augmentation de capital public et privé national, et une amélioration de la rentabilité des investissements et finalement une fréquence moins importante de cyclones<sup>1</sup>.

2001 fut le reflet d'une année de croissance, une année exceptionnelle en investissements suite aux opportunités et avantages offerts par l'AGOA et dont les investisseurs ont su tirer grandement partie.

2002 fut une année catastrophique traduite par une perte de la majorité des activités nouvellement acquises et en bonne voie. Cette année-là, l'économie malgache a enregistré un taux de croissance négatif : -12,5% imputable à l'environnement instable et l'insécurité qui régnaient dans le pays.

En 2003, la situation économique s'est redressée avec un taux de croissance sans précédent : 9,6%<sup>2</sup>. Cette performance est due à la reprise des activités dans plusieurs secteurs, notamment le secteur du transport (avec une croissance de 15% par rapport à 2002), les bâtiments et travaux publics (+25%), le secteur agricole mais surtout les entreprises franches (+32%), redevables aux importations américaines de produits malgaches, principalement vestimentaires. Elles ont totalisé une valeur de 187,9 millions de dollars cette année-là<sup>3</sup>. Néanmoins, les résultats ne sont pas arrivés à atteindre ceux de 2001.

L'année 2004 s'est annoncée difficile, un fait qui a trois causes principales : le passage de deux cyclones au début de l'année, la dépréciation continue et importante du Fmg et enfin les augmentations du prix du pétrole au niveau international.

---

<sup>1</sup> PNUD « Les déterminants de la croissance à long terme à Madagascar » p 5. Juin 2002

<sup>2</sup> BM (Direction des opérations pour Madagascar, Comores, Maurice et Seychelles) « Ensemble, réduire la pauvreté : Madagascar ». p2. Groupe Banque Mondiale 2003-2004.

<sup>3</sup> in Midi Madagasikara du 29/06/04. p1

Tout cela a beaucoup favorisé l'inflation qui est arrivé à dépasser les 20% vers la fin de l'année, touchant principalement les PPN (Produits de Première Nécessité).

Cependant, l'optimisme est de rigueur quant à la poursuite de bons résultats. Les estimations de la croissance globale de l'économie sont maintenues à 7%<sup>1</sup>. En effet, avec les privilèges de l'AGOA maintenus, par exemple, on pouvait s'attendre à ce que la relance de l'exportation des entreprises franches soit effective ou encore que le niveau de l'emploi soit amélioré...

Le tourisme constitue aussi un point fort car de nouvelles liaisons ont trouvé naissance, reliant l'Europe avec des zones directement touristiques (Nosy Be), ce qui augmentera substantiellement l'offre de transport aérien sur le pays. Mais la locomotive de la relance économique réside dans la construction et les travaux publics.

### Section I : Les secteurs porteurs de croissance depuis 1997

L'analyse des évolutions, depuis 1984, de la valeur ajoutée<sup>2</sup> et des contributions des branches d'activités dans le PIB national nous a permis de distinguer des branches groupées suivant leur degré de contribution.

La période 1997-2002 se caractérise par le développement important de la zone franche et de la production crevette. Et un peu plus tard, le secteur du tourisme sort également du rang et s'affirme avec une croissance plus importante depuis 1997. Contrairement au secteur traditionnel (dont cultures de café, vanille, girofle, ...), ces branches motrices tournées vers l'extérieur sont relativement plus intégrées au sein de l'économie.

---

<sup>1</sup> BM (Direction des opérations pour Madagascar, Comores, Maurice et Seychelles) « Ensemble, réduire la pauvreté : Madagascar ». p4. Groupe Banque Mondiale 2003-2004.

<sup>2</sup> Valeur ajoutée : la valeur nouvelle créée au cours du processus de production, ou encore, la différence entre la valeur de la production et la valeur des consommations intermédiaires qu'a exigées cette production. In Ahmed SILEM, Jean-Marie ALBERTINI « Lexique d'économie ». Ed Dalloz 1992

Par conséquent en amont, le secteur bâtiments et travaux publics se trouve mobilisé pour la construction des bâtiments pour les entreprises qui s'installent, mise à part la demande de l'Etat en matière de Bâtiment et Travaux Publics : réhabilitation et construction de routes, d'écoles, ...

En aval c'est à dire pour accompagner ce mouvement, les secteurs de télécommunication et de transport (de marchandises et de voyageurs) se trouvent également secoués. La télécommunication a connu, en plus, un développement spectaculaire avec la téléphonie mobile qui est à la portée de la bourse de beaucoup de gens. Les prestataires étendent ainsi, petit à petit, leurs activités dans diverses régions de l'île pour permettre un quasi-désenclavement de ces régions et de favoriser de plus en plus la communication.

A cause de l'interdépendance, les autres branches (énergie, matériaux de construction, etc ...) sont aussi touchées. En somme, la croissance moyenne annuelle du PIB par tête est devenue positive. Pour cette période-là (1997-2002), le secteur secondaire se trouve en tête avec une croissance moyenne du PIB de 6%, suivi par le secteur tertiaire avec 5% et en dernière liste le secteur primaire avec 2%<sup>1</sup>.



**Tableau 08 :** Les quinze (15) branches les plus dynamiques de la période 1985-2000<sup>1</sup>

<sup>1</sup> PNUD « Les déterminants de la croissance à long terme à Madagascar » p 34. Juin 2002

<sup>1</sup> PNUD « Les déterminants de la croissance à long terme à Madagascar » p 39. Juin 2002

BRANCHES	Croissance moyenne de la période 1985-2000
ZFI	45,1%
Télécommunications	10,7%
Industries de boissons	10,2%
B.T.P	7,0%
Energie	6,3%
Transports de voyageurs	5,7%
Industries du bois	4,9%
Industries Extractives.	4,2%
Sylviculture	4,0%
Matériaux de construction	3,2%
Appareil électrique	3,1%
Industries métalliques	3,0%
Transports de marchandises	2,9%
Elevage et pêche	2,8%
Auxiliaire de transport	2,3%
Economie	2,0%

Source : INSTAT 2002

## Section II : Les politiques adoptées par le gouvernement

### **Tableau 09 : Politique appliquée pour la période 2001-2003<sup>1</sup>**

Politique monétaire	- Accroissement de la réserve en devise à la banque centrale
---------------------	--

<sup>1</sup> PNUD « Les déterminants de la croissance à long terme à Madagascar » p 67. Juin 2002

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Promotion des micro finances</li> <li>- Prudence dans la création monétaire pour contenir l'inflation</li> </ul>
Politique budgétaire et fiscale	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduction de la fraude fiscale</li> <li>- Accroissement des recettes fiscales (en particulier pour le secteur minier et pour la pêche)</li> <li>- Optimisation des dépenses publiques</li> <li>- Amélioration des exécutions budgétaires</li> </ul>
Politique d'investissement publique	Amélioration des infrastructures publics en vue réduire l'isolement en milieu rural (transport, routes, communication, eau potable etc...)
Politique en matière de santé	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction de centre de santé de base</li> <li>- Accroissement de budget dans les centres de santé</li> <li>- Planning familial et renforcement de la lutte anti SIDA</li> </ul>
Politique en matières d'éducation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction d'école</li> <li>- Recrutement substantiel d'enseignants</li> </ul>
Politique et objectif dans le domaine du secteur réel	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Redistribution des fruits de la croissance</li> <li>- Continuation de la privatisation (AIR MAD, TELMA, SIRAMA etc...)</li> </ul>
Politique en matière de relation avec l'extérieur	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement de la libéralisation de la politique de libéralisation</li> <li>- Prises de mesures dans les taxes sur les commerces extérieurs</li> </ul>

Source : PNUD 2002

Tel que c'est mentionné dans sa globalité, les différentes politiques et les mesures conséquentes à prendre vont dans le sens de la continuité.

A travers le tableau ci dessus, on peut dire que l'engagement va vers l'amélioration des déséquilibres internes et externes. Ainsi, les performances des entreprises exportatrices vont être encore améliorées par le biais de différents accords (COMESA, COI etc..) et compense la dégradation des termes de l'échange. Ce phénomène peut être visible aussi

en particulier sur les investissements directs étrangers et les transferts privés dans la balance des paiements qui sont en hausse<sup>1</sup>.

### Section III : Les déterminants de la croissance à Madagascar

La création de sociétés, l'augmentation de capital et la rentabilité des investissements<sup>2</sup> vont dans le même sens. Autrement dit, pour que l'investissement contribue à la croissance il doit être rentable c'est à dire qu'il doit avoir un rapport prix (de vente) sur coût (de production) intéressant<sup>3</sup>.

Le facteur capital, autrement dit l'investissement, est un facteur explicatif de la croissance à Madagascar mais il n'est pas suffisant<sup>4</sup>.

**TABLEAU 10** : Récapitulatif de la croissance<sup>1</sup> à Madagascar

<b>Facteurs exogènes ayant contribué positivement à la croissance</b>	<b>Facteurs exogènes ayant contribué négativement à la croissance</b>
- Hausse de l'offre pour le marché extérieur et hausse relative du prix à l'exportation et inversement pour les importations	- catastrophes naturelles - chocs pétroliers - baisse des prix à l'exportation et la demande extérieure,
<b>Politique économique ayant contribué positivement à la croissance</b>	<b>Politique économique ayant contribué négativement à la croissance</b>
- mise en place d'une rigueur budgétaire,	- Etatisation de l'économie par le biais de

<sup>1</sup> PNUD « Les déterminants de la croissance à long terme à Madagascar » p 68. Juin 2002

<sup>2</sup> Rentabilité des investissements : croissance moyenne rapportée au taux d'investissement de la période

<sup>3</sup> Se rapporter à la notion de « valeur ajoutée » p 51

<sup>4</sup> PNUD « Les déterminants de la croissance à long terme à Madagascar » p 50. Juin 2002

<sup>1</sup> PNUD « Les déterminants de la croissance à long terme à Madagascar » p 191. Juin 2002

<ul style="list-style-type: none"> <li>- ouverture extérieure</li> <li>- mise en place d'un environnement économique propice au développement des grandes et moyennes entreprises</li> <li>- maîtrise de l'inflation</li> <li>- une fiscalité moins encombrante</li> <li>- une politique de formation scolaire adaptée et touchant de maximum de scolarisable</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>la nationalisation</li> <li>- Embauche massif de personnel de l'état sans optimisation</li> <li>- trop forte protection des entreprises locales</li> </ul>
--	---

Source : PNUD 2002

## **Chapitre II : PERSPECTIVES**

### **Section I. L'intégration multilatérale et régionale de Madagascar :**

Dans le cadre du programme d'ajustement structurel (PAS), les autorités malgaches ont instauré une économie ouverte sur l'extérieur et ont manifesté leur volonté de se tourner vers l'intégration régionale et multilatérale. Les dernières années ont vu la montée en puissance des organisations régionales.

#### **1. Concernant l'intégration multilatérale :**

Madagascar est membre de l'Organisation Mondiale du Commerce depuis 1995. La création du « Doha Fund » en 2002, dont Madagascar fait partie, doit servir à mener des opérations de formation des négociateurs africains et d'autres pays en développement pour la préparation des prochaines négociations.

L'île a été choisie parmi douze Pays en Développement pour intégrer le programme pilote de cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce, y compris pour le renforcement des capacités

commerciales et institutionnelles, pour aider les Pays les Moins Avancés (PMA) dans leurs activités commerciales liées au commerce.

L'Accord de Cotonou signé en 2000, maintient les préférences commerciales dont bénéficient les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique jusqu'au 31 décembre 2007. L'un des objectifs principaux de cet accord est que ces pays concluent des Accords de Partenariat Economique. Les préférences commerciales prévues par cet accord consistent en un libre accès au marché de l'Union Européenne pour certains produits (produits industriels et de la pêche, certains produits agricoles,...).

L'AGOA (Africa Growth Opportunity Act) adopté par le Congrès américain en 2000 et a été mis en place la même année. Madagascar fait partie des pays bénéficiaires de ces opportunités. L'AGOA couvre essentiellement les produits pétroliers et textiles. Son application a été étendue à la loi de 2002 sur le commerce, en particulier dans le textile. La préparation d'un « AGOA II » est évoquée.

Afin de développer ces échanges, un lien a été créé en 2002 entre l'AGOA et COMESA : le programme « liens à l'AGOA » (ALINC) pour aider les pays africains à mieux comprendre l'AGOA et à l'utiliser pour augmenter leurs exportations sur le marché américain.

Le NEPAD (Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique) adopté en 2001 par le sommet de l'OUA. L'objectif est de renouer le dialogue entre les dirigeants africains et les entreprises privées susceptibles d'investir en Afrique dans les secteurs jugés prioritaires par le NEPAD (infrastructures, éducation, agriculture,...). Le Président Marc Ravalomanana souhaite faire de l'Ile « un des pays phares du NEPAD ».

## 2. L'intégration régionale de Madagascar :

Des mesures ont été aussi prises pour améliorer la compétitivité, renforcer les organisations régionales et soutenir l'intégration commerciale régionale.

Madagascar est membre :

- de la Commission de l'Océan Indien (objectif : promouvoir la complémentarité des intérêts économiques des Etats membres, de structurer et développer les échanges régionaux, d'organiser et accroître la coopération industrielle) ;
- du COMESA (objectif : développer une communauté régionale à compétitivité internationale avec une économie prospère et un niveau de vie élevé) ;
- et de l'IOR (objectif : promotion d'un développement équilibré et de la croissance durable des membres à travers une coopération dans les secteurs du commerce et de l'investissement, la construction d'un espace économique commun et la coopération dans les domaines de la recherche scientifique et technique, le tourisme, les ressources humaines).

Madagascar envisage depuis quelques années à adhérer à la SADC (Southern African Development Community) qui pourrait faciliter sa reconstruction. La COI et le COMESA entretiennent des liens étroits. Ils ont adopté en 2000 une résolution qui renforce le partenariat sur le suivi des problèmes conjoints, en particulier dans le cadre de l' Accord de Cotonou et des négociations menées au sein de l'OMC.

Le Président Marc Ravalomanana est très conscient de la nécessité pour Madagascar de ne pas être absent sur la scène internationale.

## Section II. Incitations à l'investissement

La loi sur les Zones Franches accorde des avantages attractifs aux investisseurs.

Les avantages consistent en la réduction ou l'exonération de certains droits, taxes et impôts. Diverses garanties sont offertes (liberté et assurance de transfert des capitaux investis, liberté de transfert d'une partie des salaires, liberté de gestion du personnel, assurance du respect des droits de propriété individuelle ou collective).

Des facilités sont en outre accordées pour l'octroi des autorisations de travail et des visas de séjour.

Sur le plan international, Madagascar est membre de deux assurances internationales à la disposition des investisseurs étrangers qui préviennent contre les risques non commerciaux, comme les cataclysmes naturels et les crises sociales, à savoir :

- l'AMGI (Agence Multilatérale de Garantie des Investissements), un organisme du groupe de la Banque Mondiale et
- l'ACA (L'Assurance pour le Commerce en Afrique), une agence de l'Union africaine.

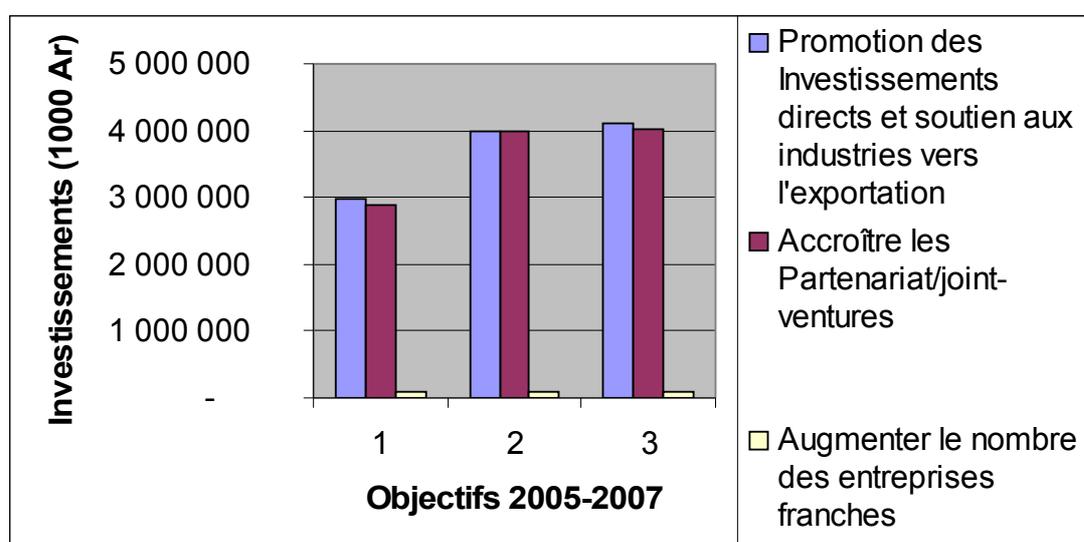
La mise en place du GUIDE (Guichet Unique des Investissements et du Développement de l'économie), qui facilite l'accueil et la promotion des investissements à travers son appui et suivi lors des procédures de création d'entreprises, celles-ci deviennent, en ce sens, plus faciles et plus rapides.

Ainsi, c'est en tenant compte des bienfaits que l'on a pu tirer des investissements étrangers, et que l'on pourra encore en tirer, que le gouvernement a décidé d'intégrer dans son budget programme 2005-2007 une stratégie de meilleure incitation de ces Investissements Directs Etrangers ayant pour objectif « la promotion des Investissements directs et

soutien aux industries vers l'exportation » et visant trois résultats principaux, à savoir :

- l'accroissement des Partenariat/joint-ventures ;
- l'augmentation du nombre des entreprises franches et enfin
- la mise en place des plates-formes d'échange entre opérateurs nationaux et étrangers.

**GRAPHIQUE 07** : Axes stratégiques des actions à mettre en œuvre pour la période 2005-2007 (en 1000 Ariary)



Source : MICDSP

### **Chapitre III : RECOMMANDATIONS**

#### Section I : Mesures à prendre

##### **1) Il faut diversifier l'économie**

Il faut permettre une meilleure articulation des investissements étrangers avec la dynamique locale de l'économie mais aussi une meilleure articulation entre les différents secteurs car d'après **Larry WILLMORE**<sup>1</sup> (1995), les investissements directs pourront conduire à une trop forte spécialisation.

<sup>1</sup> Mireille RAKOTOMALALA « Les déterminants des investissements directs étrangers à Madagascar » in « Economie de Madagascar. Revue N°1 » p211. BM. Décembre 1996

Dans ce cadre, il émet le constat que même si la zone franche d'exportation crée des emplois, permet une hausse des revenus et un transfert de technologie, ses impacts positifs se sont limités aux zones franches et n'ont pas bénéficié à l'économie en général. Les retombées favorables se sont donc limitées à une zone enclavée.

Il souligne la nécessité d'étendre les incitations aux investissements domestiques, en espérant parallèlement le développement des exportations non traditionnelles, et donc une diversification de l'économie. L'instauration de la zone franche constitue en fait une première étape pour amener l'exemple, la technologie, mais les investisseurs locaux doivent pouvoir suivre, et éventuellement prendre la relève afin de créer un véritable tissu industriel.

## **2) Il faut lancer des signaux**

L'ensemble des signaux qu'il faudrait lancer revêt un caractère primordial.

- les mesures fiscales ou celles concernant les mouvements des capitaux ne doivent pas être ambiguës ;
- l'image extérieure du pays joue un rôle majeur : sa stabilité politique et économique ne devrait pas laisser de place à l'incertitude, compte tenu du contexte initial a priori défavorable des pays d'Afrique.

Il faut donc instaurer une législation claire et une structure<sup>1</sup> qui soient profitables aux investisseurs étrangers pour pouvoir les inciter à s'installer car ils recherchent, en premier lieu, la sécurisation de leurs investissements.

---

<sup>1</sup> Henri RAKOTOARISOA in L'express de Madagascar « Les investisseurs étrangers recherchent la sécurité » p3 DU 27/01/05

Ces opérateurs recherchent, ensuite, la stabilité politique et dans ce cadre, Madagascar est, depuis décembre, jugée par la Coface (Compagnie française d'assurances pour le commerce extérieur), fréquentable (elle est passé de la catégorie D, la plus risquée quant aux risques liés aux exportations et aux investissements, à la catégorie C, moyennement risquée).

Une fois la sécurisation des activités de l'opérateur assurée ainsi que la stabilité, il s'intéresse alors aux avantages comparatifs que le pays peut offrir. Il tient compte des coûts des facteurs (énergie, matières premières, loyers, coûts de main d'œuvre) et effectue une évaluation.

L'investisseur examine après cela les avantages que le gouvernement peut lui accorder (détaxation pour importer les biens d'équipements nécessaires, la défiscalisation ou autres avantages fiscaux) mais aussi le confort qu'il espère trouver dans ce pays où il va s'installer.

## Section II : 11 recommandations

Les deux facteurs déterminants de la croissance à long terme identifiés dans cette étude sont les *termes de l'échange* et la *rentabilité des investissements* au sens macroéconomique du terme. D'une manière générale, les recommandations formulées ci-dessous reposent sur la conservation ou le renforcement de ces deux déterminants.

- 1- Poursuivre et maintenir la stabilisation de l'économie<sup>1</sup> car c'est une condition favorable aux croissances positives du PIB. L'histoire a montré que la croissance après crise a été obtenue après stabilisation suivi d'un ajustement.
- 2- Eviter les dépenses publiques qui nuisent à la rentabilité des investissements. L'exemple le plus marquant étant l'embauche à outrance des années 1972-1981 qui continue de poser de problèmes à l'Administration actuelle. Il convient ainsi de mieux orienter les activités

---

<sup>1</sup> Ce qui implique l'adoption de mesures de politique économique de lutte contre l'inflation et visant à rétablir les équilibres fondamentaux de l'économie : budget, emploi, balance des paiements...(in « Lexique d'économie ». Ed Dalloz 1992)

liées aux programmes d'investissement public vers des projets à forte rentabilité.

- 3- Encourager la concurrence pour stimuler la compétitivité. Dans un environnement où règne la concurrence, la survie d'une entreprise dépend de sa capacité à être plus compétitive. Une protection quelle que soit sa forme pourrait conduire à une affectation non optimale des ressources.
- 4- Inciter la création de grosses et moyennes entreprises sources de rentabilité.
- 5- Améliorer la qualité et la capacité productives des ressources humaines, pour pouvoir répondre aux besoins croissants du secteur productif. Le programme national de l'éducation de base devrait être ainsi appliqué strictement.
- 6- Renforcer la micro finance pour soutenir les entreprises individuelles, surtout en milieu rural, amortisseur de choc et embryons des grosses entreprises.
- 7- Exporter davantage de valeurs ajoutées c'est à dire rajouter un plus au prix des produits bruts exportés en vue d'améliorer les termes de l'échange (Madagascar ayant connu systématiquement des crises après les fortes croissances).
- 8- Eviter les crises politiques et le soulèvement du peuple, générateurs de flou sur plusieurs plans dont la suite logique est l'attentisme.
- 9- Réduire les effets négatifs du cyclone sur l'économie et du cataclysme naturel en général, par le biais d'une meilleure protection des biens.
- 10- L'interdépendance des industries malgaches devrait se faire en intra c'est à dire avec les provinces et le monde rural plutôt qu'en extra, il s'agit tout simplement d'exploiter les potentialités locales.
- 11- Créer des infrastructures dans les provinces et élargir les pouvoirs des autorités locales pour mieux faciliter les investissements locaux. L'absence de pôle de développement justifie cette proposition.

## CONCLUSION

L'investissement étranger a joué un rôle clé dans le développement industriel d'un grand nombre de pays à travers le monde<sup>1</sup>. Pour Madagascar, en particulier, les retombées positives sont plutôt palpables à un niveau microéconomique (nombre d'entreprises créées, élargissement des activités, etc...) car certaines grandeurs macroéconomiques ne reflètent pas encore les efforts déployés, notamment au niveau des PIB, IDH, volume des exportations inférieurs à celui des importations, etc.

Cependant, malgré cette réussite des investissements étrangers, Madagascar reste la plus décevante de tous les pays d'accueil des IDE parmi les dix en Afrique. En effet, 59% des investisseurs étrangers ont fait part que la performance de leurs investissements durant la période 2000-2003 a été très en dessous de leur attente, 18% ont été à peu près satisfaits et 23% ont connu un résultat dépassant leur espérance<sup>2</sup>. Ce fait est imputable à l'instabilité politique et économique de 2002

Le caractère du climat d'investissement à Madagascar qui est encore contraignant, peu propice à l'ouverture, et qui défavorise de ce fait le pays dans une concurrence de plus en plus rude à l'échelle mondiale en matière d'attraction des capitaux étrangers, explique entre autres l'actuel niveau d'investissement.

Bien que nécessaire pour renforcer la croissance économique et le développement, l'investissement intérieur n'est toutefois pas suffisant dans le pays comme le nôtre pour financer nos besoins en matière de développement. Compte tenu du climat actuel qui laisse prévoir un tarissement des sources traditionnelles de financement extérieur, l'investissement étranger doit compenser le manque de capitaux externes.

---

<sup>1</sup> Center for International Private Enterprise (CIPE) « Etude sur la prospérité économique : attirer les investissements étrangers ». United States Information Agency. Septembre 1992.

<sup>2</sup> Economy environment employment "Africa foreign investor survey 2003". United Nations Industrial development organization 2003

Nous pouvons affirmer dans ce cadre que le fond de l'obstacle au développement du pays est l'insuffisance de capitaux bien gérés susceptibles de mieux exploiter ses potentiels économiques. Cette insuffisance est depuis longtemps l'impact de la faiblesse de l'épargne nationale et de la mauvaise gouvernance. Par conséquent, l'appel aux capitaux privés étrangers est une nécessité incontournable.

Cependant, en termes simples, il faut créer et maintenir les conditions qui encouragent l'investissement privé, qu'il soit national ou étranger. Les investisseurs privés ne risquent leurs capitaux que lorsque les conditions leur paraissent adéquates.

En guise de conclusion, le développement économique de Madagascar pourrait être obtenu par une meilleure transparence et une gestion optimale (au sens libéralisation et meilleure ouverture) de l'économie<sup>1</sup>, croisées avec une stabilisation de l'environnement politique, économique et social.

---

<sup>1</sup> PNUD « Les déterminants de la croissance à long terme à Madagascar » p 52. Juin 2002



## LISTE DES ABREVIATIONS

**ACP**: Pays de l'Afrique-Caraïbes-Pacifique

**AGOA** : African Growth Opportunity Act

**AMGI** : Agence Multilatérale de Garantie des Investissements

**COI** : Commission de L'Océan Indien

**COMESA** : Common Market on East and South Africa

**EF** : Entreprise Franche

**GUIDE** : Guichet Unique des Investissements et du développement de l'économie

**IDE** : Investissement Direct Etranger

**IDH** : Indice de Développement Humain

**MICDSP** : Ministère de l'Industrialisation, du Commerce et du Développement du Secteur privé

**NEPAD** : Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique

**OMC**: Organisation Mondial du Commerce

**PAS** : Programme d'Ajustement Structurel

**PED** : Pays en développement

**PIB** : Produit Intérieur Brut

**PSD** : Pays sous-développés

**PVD** : Pays en Voie de Développement

**ZFI** : Zone Franche Industrielle



## LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

### **I- Liste des tableaux**

1. Evolution des flux des investissements directs de 1999 à 2003.....p 36
2. Evolution du PIB en Millions de DTS de 2000 à 2003.....p 37
3. Evolution des recettes en devises au titre du tourisme.....p 44
4. Evolution de la balance commerciale de 1999 à 2003.....p 45
5. Evolution du volume des exportations de 1999 à 2003.....p 46
6. Evolution du volume des importations de 1999 à 2003.....p 47
7. Evolution les emplois directs générés par le secteur touristique.....p 48
8. Les quinze branches les plus dynamiques de la période 1985-2000.....p 55
9. Politique appliquée pour la période 2001 – 2003.....p 56
10. Récapitulatif de la croissance à Madagascar.....p 58

### **II- Liste des graphiques**

1. Evolution de l'Indice de Développement Humain de Madagascar entre 1993 et 2002.....p 38
2. Evolution du nombre d'entreprises agréées en Zone Franche de 1990 au premier semestre 2004.....p 40
3. Valeurs annuelles des investissements attribués dans les entreprises agréées en Zone Franche.....p 41
4. Valeurs totales des investissements pour chaque branche de 1990 au premier semestre 2004.....p 42
5. Valeurs des investissements attribués à chaque branche depuis 2000.....p 43
6. Evolution du nombre d'emplois dans les entreprises agréées en Zone Franche..p 47
7. Axes stratégiques des actions à mettre en œuvre pour la période 2005-2007 (en 1000 ariary).....p 62



## REFERENCES

### Ouvrages

ANDRIAMAHEFAZAFY, F., *Investissements étrangers et firmes multinationales*, Support de cours N°04 en Economie internationale. Département Economie Faculté DEGS, Ankatso, Antananarivo, 2001-2002.

ANDRIAMAHEFAZAFY, F., *Les théories en commerce internationale*, Support de cours N°03 en Economie internationale. Département Economie Faculté DEGS, Ankatso, Antananarivo, 2001-2002.

ANDRIAMANAMPISOA, A., *La place des IDE à Madagascar*, Mémoire pour l'obtention du diplôme de Maîtrise ès-sciences économiques, Fac. DEGS, Département Economie, Université d'Antananarivo, Madagascar 2003

Banque Mondiale, *Economie de Madagascar. Revue N°1*, Décembre 1996

Banque Mondiale, *L'Investissement Direct Etranger. Leçons de l'expérience N°5 (SFI/FIAS)*, 2001

BRASSEUL, J., *Introduction à l'économie du développement*, Ed Armand Colin, Paris 1993.

Bremond, J., Gélédan, A., *Dictionnaire des théories et mécanismes économiques*, édition : Hatier, Paris Octobre 1984.

Byung-Hwa Lee, *L'IDE en pays en développement. Un vecteur d'échanges et de croissance*, OCDE 2002

Center for International Private Enterprise (CIPE), *Etude sur la prospérité économique : attirer les investissements étrangers*, United States Information Agency, Septembre 1992.



Economy environment employment, *Africa foreign investor survey 2003*, United Nations Industrial development organization 2003.

FMI, *Finances et développement*, Mars 1999.

Groupe Banque Mondiale, Direction des opérations pour Madagascar, Comores, Maurice et Seychelles, *Ensemble, réduire la pauvreté : Madagascar 2003-2004*». Madprint 2004

Malika Hattab-Christmann, *Attractivité des territoires et développement versus attractivité et recompositions territoriales. Le rôle des accords bilatéraux sur l'investissement*

MinDSPP Comité Elargi de Pilotage, *Programme National d'Appui au Secteur Privé*, Tomes 1,2,3. , Cabinet R Conseil 2001.

Montoussé, M., *Théories économiques*, Bréal 1999

PNUD, *Les déterminants de la croissance à long terme à Madagascar*, Juin 2002

RAJOELINA, P., *Madagascar, Refondation et développement. Quels enjeux pour les années 2000*, Collection Repères pour Madagascar et l'Océan Indien, L'HARMATTAN 1998.

RAVELOARISOA, H., *Ouverture économique. Les IDE pour la période 1990-2000*, Mémoire pour l'obtention du diplôme de Maîtrise ès-sciences économiques, Fac. DEGS, Département Economie, Université d'Antananarivo, Madagascar. Juin 2000.

SILEM, A., ALBERTINI, J-M., *Lexique d'économie*, Ed Dalloz 1992

United Nations Conference on Trade and Development, *Investment Policy review SRI LANKA*, United Nations New York and Genova 2004.



VALERY, *La mondialisation en question*, Le Courrier ACP-UE N°164, 07/08/97.

### **Périodiques**

BMOI, *Rapport annuel 2003*, Ed NIAG

BCM, *Rapport annuel 2002*

BCM, *Bulletin d'Informations Statistiques. Rapport annuel 2003*

BCM, *Bulletin d'Informations statistiques, N°52. Rapport trimestriel 2003.*  
Septembre 2003.



# **ANNEXES**



## LISTE DES ANNEXES

- A1.** Les opportunités d'investissement à Madagascar.
- A2.** Les mesures fiscales d'incitation aux investissements.
- A3.** Notes sur la promotion des IDE et/ou nationaux et soutien des Industries vers l'exportation.
- A4.** Présentation des agrégats macro-économiques.
- A5.** Situation des projets agréés (entreprises agréées en zone franche).
- A6.** Axes stratégiques des actions à mettre en œuvre pour la période 2005-2007.
- A7.** Bilan du GUIDE (Octobre 2003 – septembre 2004).
- A8.** Bilan travaux du GUIDE régionaux.
- A9.** Nombre d'Entreprises créées par nationalité des associés (janvier septembre 2004).

## **A1**: LES OPPORTUNITES D'INVESTISSEMENT A MADAGASCAR

Les principaux points à retenir

### **I- POLITIQUE GENERALE :**

#### ***1.1. Vision et principe***

- Madagascar s'engage désormais dans une politique volontariste orientée vers une croissance rapide et soutenue.

Les actions du Gouvernement sont définies par la vision d'une société fondée sur les principes et le code de conduite reposant sur :

- Le respect de la Démocratie
  - Une Bonne Gouvernance des affaires de l'Etat
  - Le respect des Droits de l'Homme
  - La Justice et la Liberté
- Au niveau de la stratégie globale, il s'agira en particulier de :
    - prioriser les infrastructures de base pour favoriser les investissements aussi bien nationaux qu'étrangers,
    - augmenter les investissements dans l'objectif d'un taux d'investissement du Secteur Privé de 14% du PIB
    - s'ouvrir à l'économie mondiale,
    - réduire de moitié le taux de pauvreté dans 10 ans.

#### ***1.2. Politique d'investissement***

- La politique économique est basée sur :
  - la libre entreprise et l'économie de marché,
  - la libre circulation des biens, des personnes et des capitaux
- Le secteur privé est appelé à jouer pleinement et efficacement son rôle moteur de la croissance économique.

- L'état sera essentiellement facilitateur et s'attache à soutenir l'initiative privée afin d'accroître la confiance des investisseurs aussi bien nationaux qu'étrangers.

### **1.3. Les efforts déjà engagés par le Gouvernement Malgache en matière d'amélioration de l'environnement des affaires.**

#### **1.3.1. Les garanties générales des Investissements**

- Madagascar bénéficie des garanties offertes par son adhésion depuis 1989 à l'Agence Multinationale pour la Garantie des Investissements (MIGA/AMGI) afin de protéger les investisseurs contre les risques non commerciaux.
- La signature en 2002 de l'Accord portant création de l'Agence pour l'Assurance du Commerce en Afrique ou l'African Trade Insurance Agency (ACA/ATI) garantit par ailleurs les transactions commerciales et financières avec l'étranger et couvre surtout les investisseurs contre des risques politiques.
- Des dispositions réglementaires prévoient également :
  - la liberté d'investissement pour toute personne physique ou morale, et ce dans le respect de la loi et de la réglementation en vigueur,
  - la sécurisation des capitaux et des investissements
  - la liberté de transfert des apports effectués par les étrangers non-résidents et résidents,
  - le libre fonctionnement de l'entreprise, selon ses règles statutaires,
  - la libre gestion du personnel, dans le respect du Code du Travail malgache et de la Prévoyance Sociale,
  - l'égalité de traitement des investisseurs.

#### **1.3.2. Accès des étrangers à la propriété foncière.**

- Tout étranger est autorisé à acquérir des biens immobiliers à Madagascar sous certaines conditions :
  - La présentation d'un plan et d'un programme d'investissement
  - La fourniture d'une attestation d'apport de fonds d'investissement égal ou supérieur à 500 000 US\$ ou tout équivalent en devises.

Suivant le secteur d'activité exercé, l'autorisation délivrée correspond aux superficies allant de 5 000m<sup>2</sup> à 25 000m<sup>2</sup> avec possibilité de dérogation suivant l'importance de l'investissement en devises.

- La possibilité de contracter un bail emphytéotique pour les terrains domaniaux est toujours en vigueur :
  - durée : 18 à 99 ans avec droit réel susceptible d'hypothèque.

- D'autres actions ont été aussi menées pour accompagner l'accès des étrangers à la propriété foncière, telles que :

- L'Aménagement de Zones Industrielles Dédiées, dont une Zone Franche Pilote sera implantée à Tamatave, le premier port du pays
- La Constitution de Réserves Foncières Touristiques
- et d'une manière générale la constitution de Zones d'aménagement économique spéciales ou ZAES

### 1.3.3. Régimes fiscaux

- Deux régimes sont en vigueur :
  - *Le régime du droit commun*, qui s'applique à toutes les activités économiques opérant sur le marché intérieur : le régime du droit commun prévoit des réductions d'impôts (IBS) et de taxes douanières sur la base des investissements réalisés,
  - *Les régimes d'exception*, à savoir :
    - le régime préférentiel de Zone Franche, réservé exclusivement aux activités orientées vers l'exportation. L'amélioration du cadre législatif et réglementaire régissant le régime de Zone Franche est à l'étude, en concertation avec le Secteur Privé, afin de l'adapter à l'évolution du contexte international et surtout de l'harmoniser avec la politique de développement du Gouvernement.

- la nouvelle Loi sur les Grands Investissements Miniers visant les investissements de plus de 250 millions de dollars US, prévoit également des dispositions fiscales particulières et des mesures d'incitations (ex : exonération de l'impôt sur les bénéfices durant les cinq (05) premières années ; la garantie de rapatriement des fonds et de liberté des capitaux).
- Il est à noter la détaxation sur les biens suivants :
  - Les biens d'équipements industriels, agricoles et de travaux publics ayant des impacts sur la production et la productivité,
  - Les camions, et autres matériels roulants utilitaires
  - Les équipements informatiques, les appareils électroménagers et audiovisuels,
  - Les intrants et consommables pour la confection
  - Les matériaux de construction, notamment le ciment et les tubes, tuyaux et accessoires de tuyauterie.

#### 1.3.4. Améliorations de l'environnement des affaires en général

Plusieurs réformes et des mesures ont été également engagées :

- Formalités préalables à l'investissement par la mise en place du **Guichet Unique des Investissements et du Développement des Entreprises** ou **GUIDE** qui a pour principales missions de :
  - fournir des informations, conseils et orientations aux investisseurs,
  - simplifier les procédures administratives se rapportant à :
    - la création, la modification et la cessation d'activité des entreprises (3jours)
    - la délivrance de visa pour les investissements étrangers (05 jours)
    - l'octroi de permis de travail pour les salariés étrangers (72 heures)
    - la réception et l'instruction des demandes d'acquisition de terrains pour les étrangers (60 jours)
    - les demandes d'autorisation préalable dans le secteur du Tourisme, qui ont été réduits de moitié et se délivrent en 25 jours

- l'octroi d'agrément des entreprises franches (20 jours)
- et tout dernièrement, dans le domaine de la protection de l'environnement, les formalités de Mise en compatibilité des Investissements avec l'environnement ou MECIE

D'autres améliorations sont encore envisagées en terme de délai et en terme de procédures.

- Simplification de procédures douanières par :
  - la mise en place du Guichet Unique des Douanes dans les principaux ports de Madagascar
  - l'utilisation du Document Douanier Unique (DDU)
  - la création de couloir Zone Franche pour les Entreprises de régime de zone franche

#### 1.3.5. Concertation entre Administration et Secteur Privé

- Création du Comité d'Appui au pilotage de la Relance de l'Entreprise (CAPE), en application du concept du 3P (Partenariat Public – Privé).

CAPE : plate forme de dialogue et d'actions pour la formulation et l'exécution des mesures d'accompagnement au développement du secteur privé.

## **II – LES OPPORTUNITES D'INVESTISSEMENT**

Les opportunités d'investissement sont immenses, eu égard aux énormes potentialités économiques ainsi qu'aux richesses écologiques dont le pays dispose :

### ***a) Potentialité humaine :***

- Population jeune (moitié des malgaches ayant moins de 20 ans)
- Main d'œuvre réputée pour son habileté et son sérieux
- Coût de la main d'œuvre malgache restent compétitifs jusqu'à nos jours (7 à 8% du prix d'un produit contre 60% en Europe)

### ***b) Disponibilité des ressources naturelles :***

- des ressources halieutiques considérables
- une agriculture variée sur 905 millions d'hectares
- ces terres vierges et fertiles

## **AGI** MESURES FISCALES D'INCITATION AUX INVESTISSEMENTS

### > Le Code Général des Impôts : Régime du Droit Commun :

Pour offrir un cadre incitatif aux investissements nationaux et internationaux, Madagascar leur propose des dispositions fiscales attractives.

#### Mesures générales

##### A - CREATION DE SOCIETES

1. **Droit sur les apports (DA)** = à percevoir sur le montant total des apports.

**Taux** : dégressif par tranches :

1 <sup>ère</sup> tranche n'excédant pas 50.000.000 FMG	: 2 %
2 <sup>e</sup> tranche entre 50 millions et 500 millions	: 1 %
3 <sup>e</sup> tranche au delà de 500 millions	: 0,5 %

2. **Acquisition d'immeubles** : pour les sociétés de nationalité malgache :

- **Droit d'enregistrement (DE)** : 6 % sur la valeur totale de l'immeuble,

- **Taxe additionnelle (TA)** : 2 % sur la valeur de l'immeuble,

- **Taxe de publicité foncière (TPF)** : 2 % sur la valeur de l'immeuble.

3. **Location d'immeubles à longue durée** : (ba emphytéotique) pour les sociétés n'ayant pas la nationalité malgache.

4 % sur le montant des loyers correspondant à la période convenue. Les droits sont payables par fraction, une fraction correspondant à une période de 1 ou 3-6-9 ans.

4. **Acquisition de matériels**

a) - achats à l'importation :

- droit de douane et taxe d'importation :

taux maximum : 25 %

- droits d'accises : exempts

- TVA : 20 %

b) - achats sur place =

- TVA = 20 %

#### Mesures particulières d'incitation

**Droit réduit à 6 %** pour les entreprises des secteurs de l'industrie, de la pêche, de l'hôtellerie, du tourisme, des mines, des énergies nouvelles, de l'agriculture, du bâtiment, des travaux publics, des transports et de l'artisanat.

**TVA récupérable** sur les chiffres d'affaires réalisés par l'entreprise. Si toutefois la TVA n'est pas récupérée et que l'entreprise devienne titulaire d'un crédit de TVA, ce crédit est remboursable.

Loi N° 2003-026 du 27 Août 2003 portant sur la détaxation des tarifs douanier et fiscal, qui prévoit :

- Détaxation totale sur les biens d'équipement industriels, agricoles et de travaux publics.
- Détaxation sur les camions, les matériels roulants utilitaires, les équipements informatiques, les appareils électroménagers et audiovisuels.
- Détaxation sur les intrants, consommables pour la confection, les matériaux de construction.

**B - PERIODE DE DEMARRAGE :**

**Impôt sur les bénéfices (IBS) : 30 %**

**Minimum de perception pour l'IBS :**

- **Pour les secteurs Incités : 200.000 FMG + 5 % du chiffre d'affaires de l'exercice**

Sont des secteurs incités : les secteurs de l'industrie, de l'artisanat, de l'agriculture, des mines, du transport, du tourisme, de l'hôtellerie.

- **Pour les autres secteurs = 800.000 FMG + 5 % du chiffre d'affaires de l'exercice.**
- **Pour les entreprises franches = 200.000 FMG + 1,4 %.**

**C - AMORTISSEMENT DES BIENS INVESTIS :**

**Amortissement linéaire** suivant un taux fixé par décision du Ministre chargé de la réglementation fiscale pour chaque nature de bien.

**D - INVESTISSEMENT EN PERIODE DE FONCTIONNEMENT :**

Application de la réduction d'impôt pour investissement, ci-dessus expliquée (cf.B)

- Récupération de la TVA sur les investissements ou le cas échéant remboursement de la TVA.

**E - FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS :**

1. **Apports nouveaux** : perception de droit d'apport (DA) comme il est dit au paragraphe A.

2. **Perception de droit d'augmentation de capital**

3. **Emprunts auprès des associés ou de tierces personnes :**

Les intérêts des emprunts sont soumis à l'IRCM (Impôt sur les Revenus des Capitaux Mobiliers) au taux de 25 %

4. **Emprunts auprès des banques.**

Les intérêts sont exonérés d'IRCM.

**Exemption du minimum de perception**

- **Secteurs incités** : exemption pour les résultats de **3 premiers exercices**,
- **Autres secteurs** : exemption du premier exercice.

**Amortissement dégressif** pour les biens ci-après :

- Les matériels utilisés pour des opérations industrielles de fabrication, de transformation, d'exploration ou de forage ;
- Les matériels de transport de marchandises dont le poids total en charge et supérieur à 2,5 tonnes ;
- Les matériels de transport en commune de personnes dont le nombre de place est supérieur à 8 (non compris le conducteur) ;
- Les matériels de manutention et de levage ;
- Les installations destinées à l'épuration des eaux et à l'assainissement de l'atmosphère ;
- Les installations productrices de vapeur, de chaleur ou d'énergie ;
- Les équipements informatiques ;
- Les matériels et outillages utilisés à des opérations de recherche scientifique ou technique ;
- Les immeubles et équipements des entreprises hôtelières.

- Traiter, exploiter, analyser et étudier les informations collectées
- Publier les informations traitées
- Participer aux réunions, ateliers et séminaires
- Préparer et participer aux Journées Africaines de la Statistique (JAS)
- Elaborer, imprimer les questionnaires sur le Baromètre des Entreprises à Madagascar (BEEM)
- Former les responsables des enquêtes à Antananarivo et dans les provinces
- Envoyer les questionnaires et faire des enquêtes
- Collecter les questionnaires
- Former les agents sur le traitement des questionnaires et la publication des résultats
- Traiter, exploiter les questionnaires
- Publier le document sur le Baromètre des Entreprises à Madagascar (BEEM)
- Mettre à jour les données des coûts de facteurs
- Contacter les responsables des régions
- Informer et sensibiliser les responsables de chaque région sur la mise en place du système d'information
- Mise en place effective du système d'information par région

Gestionnaire : DAE

**A3**

34.28.1.1 : **Objectif** : Promouvoir les investissements directs étrangers et/ou nationaux et soutenir les industries vers l'exportation

- Informer et assister les investisseurs sur les procédures de création d'entreprise
- Informer les investisseurs potentiels sur les opportunités d'affaires à Madagascar, et les textes réglementaires en vigueur en matière d'investissement
- Elaborer les supports de promotion de Madagascar
- Mettre en œuvre la stratégie de Promotion des Investissements
- Assurer le suivi des activités de Business Brokers (agents de représentation à l'étranger)
- Identifier les entreprises membres groupements et associations sujettes à de partenariat (avec CAPE et non membres CAPE)
- Coordonner la rencontre des missions d'opérateurs économiques avec CAPE, CCIA et les Non membres du CAPE
- Mettre en place l'Observatoire des Entreprises Franches Industrielles
- Instruire les dossiers de demande d'agrément au titre de ZFI
- Renforcer l'opérationnalisation du couloir Zone Franche

Présentation générale

A4

Madagascar vit sous ajustement depuis 20 ans. Le gouvernement maigra a poursuivi des politiques consacrées aux réformes fiscales et administratives, ainsi qu'à la libéralisation sur le plan économique et financier.

Ainsi, on a assisté à une tendance croissante du PIB atteignant 6% en 2001. Cette tendance est due essentiellement au secteur service dont la contribution au PIB est de 51% en 2001.

Tableau : Agrégats Macro - économiques

Tableau 1

	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Variation annuelle en % taux de croissance</b>						
PIB au Prix Constant						
PIB au Prix Constant	3,7	3,9	4,7	4,7	6,0	11,9
PIB par habitant (US\$)	259,5	266,7	258,2	261,8	302,5	286,3
Population (en milliers)	13 636,0	14 017,8	14 410,3	14 813,8	15 228,6	15 655,0

Tableau 2

Structure de l'économie	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>(en % PIB)</b>						
<b>Primaire</b>	29,2	28,1	27,2	27,4	27,6	31,1
Agriculture	16,2	15,4	14,9	14,0	-	-
Sylviculture	5,0	4,8	4,8	5,1	-	-
<b>Secondaire</b>	12,4	12,5	12,5	13,6	13,8	11,7
Hors ZFI	10,6	10,7	10,5	10,6	-	-
ZF	1,8	1,8	2,0	3,	-	-
<b>Balance de paiement (millions)</b>						
Exportation	338,3	323,2	376,8	424,4	440,6	247,9
Importation	366,6	384,	409,9	500,5	521,5	361,0

Tableau 3

Principales exportations	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>(% exports totales) mds FOB</b>						
Produits ZFI	-	-	-	1 783,5	2 978,7	805,2
Crevettes	-	-	-	496,3	619,1	777,6
Café	-	-	-	242,0	55,5	14,8

Tableau 4

Principales importations	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>(% exports totales) mds FOB</b>						
Equipements	-	-	-	27,7	22,8	25,9
Energie	-	-	-	22,0	29,0	44,8
<b>Taux d'inflation</b>	5,4	7,8	9,7	11,6	6,9	-
<b>Taux de croissance</b>	3,7	3,9	4,7	4,7	6,0	11,9

Le secteur secondaire a connu également le même rythme. L'installation des Zones Franches est vraiment une réussite avec leur apport en exportation, en création d'emploi et augmentation du revenu. Une stagnation est enregistrée au niveau de l'agriculture : seulement le secteur pêche (crevette) assure la croissance du secteur.

SECTEURS	ANNEE 1990			ANNEE 1991			ANNEE 1992			ANNEE 1993			ANNEE 1994		
	Nombre	Empl. prévus	Invest. prévus												
AGRO-ALIMENTAIRE	-	-	-	3	198	3261	6	588	10248	3	276	4280	10	733	21 020
TEXTILE ET CONFECTION	10	5464	12487	3	1781	5638	26	6456	21041	21	5264	27819	9	1383	5 925
CUIRS ET PEaux	1	148	958	-	-	-	2	200	915	1	75	2547	1	284	6 852
BOIS	-	-	-	-	-	-	6	750	20726	2	79	589	2	165	11 284
INFORMATIQUES ET SERVICE	-	-	-	-	-	-	2	51	119	3	186	1394	6	446	1 206
CHIMIE	-	-	-	-	-	-	1	28	427	1	16	350	1	23	292
MECANIQUE-ELECTRIQUE	-	-	-	-	-	-	2	65	1458	1	22	1441	-	-	-
TRANSFORMATION MINIERE	-	-	-	-	-	-	2	74	4018	-	-	-	-	-	-
ARTISANAT	-	-	-	2	992	2496	2	193	425	1	16	350	2	110	737
HORLOG.BIJOUT.JOAILLERIE	-	-	-	-	-	-	4	226	2739	-	-	-	1	19	791
Sous TOTAL	11	5612	13445	8	2971	11395	53	8631	62116	33	5934	38770	32	3163	48 107
E.P.E	1	66	111660	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	12	5678	125105	8	2971	11395	53	8631	62116	33	5934	38770	32	3163	48107

SECTEURS	ANNEE 1995			ANNEE 1996			ANNEE 1997			ANNEE 1998			ANNEE 1999		
	Nombre	Empl. prévus	Invest. prévus												
AGRO-ALIMENTAIRE	1	79	3 120	3	150	11 463	3	193	4 851	2	129	2 809	-	-	-
TEXTILE ET CONFECTION	19	3 398	39 596	11	1 535	21 652	15	5 961	33 606	7	2 288	52 983	8	6 132	110 398
CUIRS ET PEaux	-	-	-	-	-	-	1	54	817	-	-	-	-	-	-
BOIS	4	258	3 867	2	60	2 035	2	56	947	4	221	3 570	-	-	-
INFORMATIQUES ET SERVICE	3	119	1 220	7	595	5 358	5	389	3 922	2	427	7 635	-	-	-
CHIMIE	1	61	12 999	2	169	1 604	3	280	2 125	-	-	-	-	-	-
MECANIQUE-ELECTRIQUE	-	-	-	1	42	2 053	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TRANSFORMATION MINIERE	4	350	28 441	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ARTISANAT	6	1 178	6 365	2	252	2 655	1	135	531	-	-	-	-	-	-
HORLOG.BIJOUT.JOAILLERIE	1	25	1 286	4	186	4 495	2	63	2 491	-	-	-	-	-	-
INDUSTRIES MANUFACTURIERES DIVERSES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	142	12 531
Sous TOTAL	39	5468	96894	32	2969	51315	32	7131	49290	18	3207	79 538	8	6132	110 398
E.P.E	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	39	5468	96894	32	2969	51315	32	7131	49290	18	3207	79 538	8	6132	110 398

\*Investissements en millions de Fmg



Fiche 1: Axes stratégiques des actions à mettre en œuvre pour la période 2005-2007 ( en 1000 ariary)

Code Mission : 28		2 005	2 006	2 007
<b>DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE</b>				
Code Programme: 28.1	Dynamisation et développement du secteur privé			
Code Objectif : 28.1.0	Amélioration de l'environnement des affaires et du cadre institutionnel	46 755	74 859	65 755
Code Résultat: 28.1.0.0	Traiter les Accords bilatéraux pour la protection et la promotion des investissements (APPI)	24	4 476	4 476
Code Résultat: 28.1.0.2	Mettre en place des Antennes régionales du GUIDE	4 552	4 552	4 552
Code Résultat: 28.1.0.3	Identifier et mettre en cohérence des dispositions légales et réglementaires sur le droit des affaires			
Code Résultat: 28.1.0.4	Effectuer un veille stratégique pour l'amélioration des principaux coûts nationaux de production	42 179	61 279	52 175
Code Résultat: 28.1.0.5	Mettre en place des Sites Web		4 552	4 552
<b>Promotion des Investissements: des lieux et soutien aux investisseurs, voir l'exportation</b>				
Code Objectif: 28.1.1	Accroître les Partenariat/joint-ventures	2 978 953	3 998 267	4 109 249
Code Résultat: 28.1.1.1	Augmenter le nombre des entreprises franchises	2 899 766	3 987 478	4 020 958
Code Résultat: 28.1.1.2	Instaurer des plates-formes d'échange entre opérateurs nationaux et étrangers	79 186	100 788	88 290
Code Résultat: 28.1.1.3				
<b>Structuration et renforcement des capacités des opérateurs et mise en place d'un système d'information sur la technologie</b>				
Code Objectif: 28.1.2	Réduire le taux de mortalité des entreprises	21 123	30 227	30 475
Code Résultat: 28.1.2.0	Renforcer et centraliser le Système d'information	17 825	22 377	22 625
Code Résultat: 28.1.2.1		3 298	7 850	7 850
Code Objectif: 28.1.3	Sécuriser les Investissements	4 552	9 104	9 104
Code Résultat: 28.1.3.1	Adhérer aux organismes de sécurisation	4 552	9 104	9 104
<b>Organisation et Administration</b>				
Code programme: 34.0	Mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière d'Industrie, de Commerce et de Développement du Secteur Privé	339 244	274 190	274 190
Code Objectif: 34.0.0	Mettre en œuvre les politiques adoptées traduites en programmes par tous les intervenants	212 718	164 798	164 798
Code Résultat: 34.0.0.0	Reconquérir la confiance des investisseurs nationaux et étrangers	126 526	109 392	109 392

Source: Ministère de l'Industrialisation, du Commerce et du Développement du Secteur Privé (MICDSP)

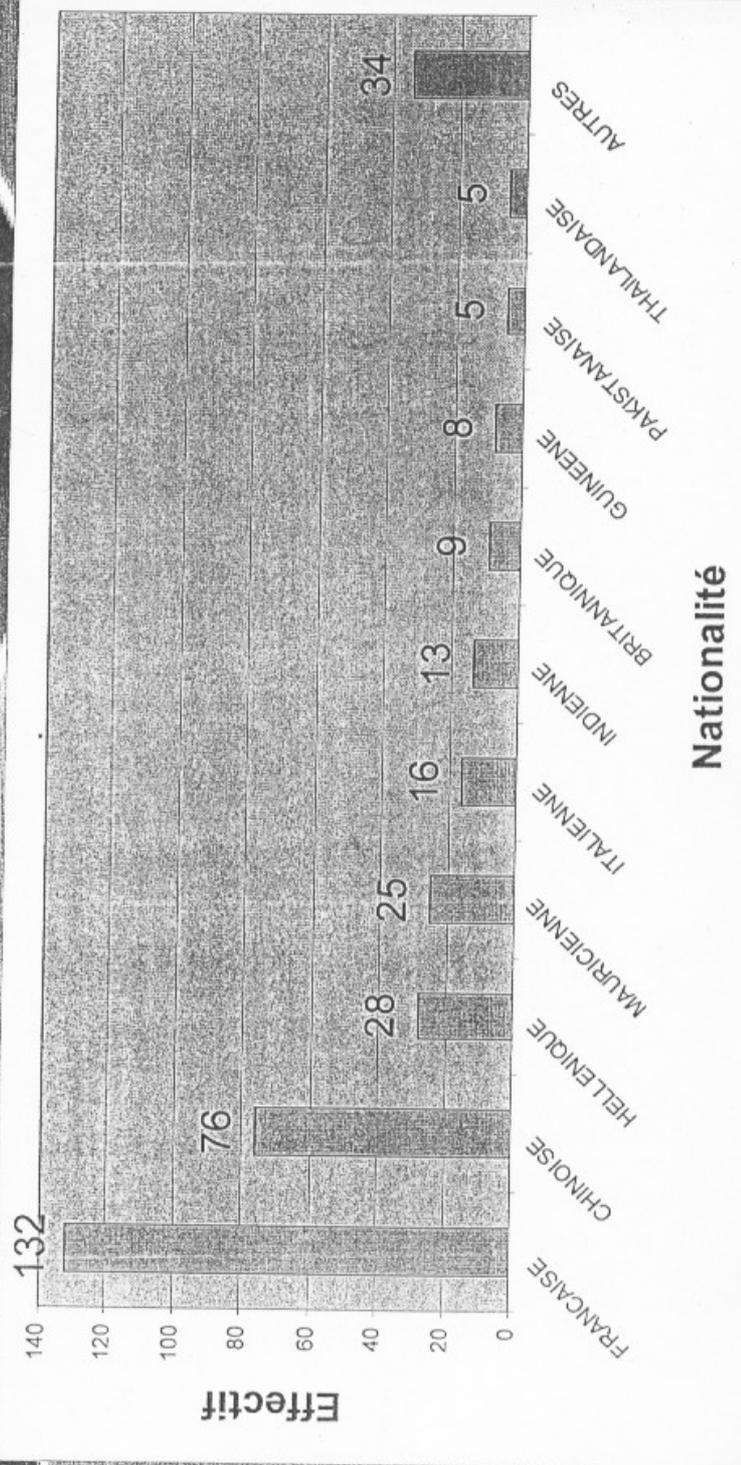
# Bilan du GUIDE octobre 2003 – septembre 2004

VOLET	INFORMATIONS	DOSSIERS RECEVABLES	RESULTATS
1)- ACCUEIL	9647	6251	5424
2)- CREATION	4424	Création : 766 Modification : 382	Création : 835
3)- OCTROI de VISA :			
• MIRA	917	1245	1272
• SESP	402	981 dont AE : 685 VLS : 316	1031 Dont VLS : 648 AE : 383
4)- TOURISME	535	412	331
• Autorisations délivrées pour :			178
<b>Avis préalable pour :</b>			
Hôtels			
Restaurants			
Hôtels Restaurants			
<b>Ouvertures pour :</b>			153
Restaurants			
Entreprise de voyages			
Hôtels			
Hôtels -Restaurants			
5)- ACCORD D'EMBARQUEMENT	897	226	231 dont Embarquement : 127 Visa Immigrant : 94
6)- BAUX et ACQUISITION DE TERRAINS	1043	0	2
7)- OCTROI DE PERMIS DE TRAVAIL POUR LES SALARIES ETRANGERS	692	2132	1639 dont autorisés : 1575 refus : 64
8)- OCTROI D'AGREMENT	629	72 dossiers rectifiés : 30 nouv.dossiers reçus : 42	121 agrés : 33 agrées divers : 64 abrogation : 27
9)- OCTROI DE PERMIS ENVIRONNEMENTAL	106	28	5

# BILAN TRAVAUX DU GUIDE REGIONAUX

REGION	INFORMATION	CREATION	RECEVABLE	OBSERVATION
ANTSIRANANA	24	07	5	Juillet -Août- Septembre 2004
MAHAJANGA	08	08	08	Juillet- Août 2004
FIANARANTSOA	12	12	12	Juillet- Août 2004
TOAMASINA	12	12	12	Juillet- Août 2004
TOLIARY	09	09	09	Juillet- Août 2004
<b>TOTAL</b>	<b>65</b>	<b>48</b>	<b>46</b>	

# Nombre d'Entreprises créées par nationalité des associés (janvier-septembre 2004)



**Nom** : ANDRIAMAROSANDRATANA

**Prénoms** : Aina Ida

**Titre** : Contribution des Investissements Directs Etrangers au Développement Economique et Social de Madagascar Pendant la Période 2002 - 2004

**Pagination** : 1 - 74

**Tableaux** : 1 - 10

**Graphiques** : 1 - 7

**Résumé** :

Un des moyens privilégiés et relativement récents de développement économique qu'appliquent les pays émergents est le soutien à l'implantation sur leur territoire des Investissements Directs Etrangers.

A l'exemple des nations voisines (Maurice, les pays de l'Asie du Sud Est), qui ont grandement su tirer profit de cette stratégie d'ouverture sur les économies extérieures, l'économie malgache a mis en place les éléments nécessaires pour l'accueil de ces capitaux étrangers, notamment en matière d'amélioration de l'environnement des affaires.

En cette période, en effet, le gouvernement malgache mise particulièrement sur le secteur privé comme moteur de l'économie et espère qu'en étant appuyé par l'afflux de capitaux, atteindre le but fixé, celui de réduire la pauvreté de moitié en dix ans.

Nous allons étudier dans ce mémoire les impacts réels de ces investissements étrangers dans le développement socio-économique de Madagascar.

**Mots-clés** : Investissements Directs Etrangers ; entreprises franches ; secteurs d'activité ; balance de paiement ; exportations ; importations ; sécurisation des investissements ; stabilité politique et économique ; croissance et développement.

**Directeur de mémoire** : Mr RAKOTO DAVID Olivaniaina

**Adresse de l'auteur** : II K 36 AH Mahatony



